Révolution Internationale

ORGANE DU COURANT COMMUNISTE INTERNATIONAL EN FRANCE

novembre 1978

mensuel n° 55

3ff 30 FB/ 2 FS/ 0,70 Cts can.

sommaire

unité syndicale = division ouvrière

• A L'HEURE ACTUELLE, L'ENSEMBLE DE LA SOCIETE TOURNE SES REGARDS VERS LA CLASSE OUVRIERE.

ET POUR CAUSE :

Vague générale de licenciements et chômage massif dans toutes les branches d'industrie, licenciements de milliers d'ouvriers dans la sidérurgie, la construction navale, le textile, les mines.

Et cela, sur une toile de fond où s'entrecroisent diminution des allocations chômage et augmentation des cotisations sociales, blocage des salaires par décret d'Etat et augmentation de tous les prix.

Quelle réponse de la classe ouvrière?

Face à cette offensive sans précédent depuis la guerre, dont elle est aujourd'hui la principale cible, quelle est la réponse de la classe ouvrière ?

Dès que le tambourinage sur les élections eût fini de nous percer les tympans, et cela est important à noter, dès que l'attention et le mécontentement ont cessé d'être polarisés par la perspective électorale de la gauche au gouvernement, ce sont les ouvriers de tous les secteurs et catégories de la classe ouvrière qui sont entrés en lutte.

Des travailleurs immigrés aux aiguilleurs du ciel, les chômeurs et les non-chômeurs, les travailleurs du secteur d'Etat et public comme ceux du privé, les ouvriers de toutes les branches d'industrie : automobile, construction navale, sidérurgie, textile...

Et cela dans toutes les régions.

Partout, ce sont autour des mêmes questions que les ouvriers se sont mis en lutte, en particulier en réaction aux licenciements, partout ce sont aux mêmes problèmes qu'ils ont à faire face.

Que faire quand les usines ferment ? Comment lutter quand le plus simple moyen de faire pression, la grève, se trouve éliminé de fait par l'arrêt de la production. Et un millier d'autres questions.

Pourtant, parmi toutes ces questions, il y a déjà quelques points qui sont clairs :

Seule la lutte paie

Même si, par expérience, nous savons que nous ne pouvons pas obtenir une amélioration réelle, profonde et durable des conditions de vie de la classe ouvrière, l'expérience nous a aussi montré que si nous ne résistons pas aux mesures que prend la bourgeoisie, celle-ci ne trouvant aucune opposition devant elle nous pressurera jusqu'au bout pour faire face à la crise économique.

"Seule la lutte paie", affirment souvent les syndicats. Pourtant, qu'en est-il dans la réalité ?

Depuis des semaines, les syndicats affirmant défendre les intérêts de la classe ouvrière et organiser sa lutte, mènent une véritable politique de sabotage de ces luttes :

Et c'est toujours la même technique, le même scénario. Soit ils rattrapent pour l'encadrer une lutte démarrée spontanément, soit ils la provoquent quand ils sentent les ouvriers combatifs; et c'est toujours le même résultat : endettement, isolement de la combativité ouvrière qu'ils rendent ainsi impuissante.

A l'heure actuelle, leur tactique d'encadrement des luttes peut se ramener à ceci : soit ils organisent un mouvement général, une "journée d'action nationale", mais alors ils limitent le mouvement dans le temps à quelques heures. Soit ils appellent à des mouvements plus longs, des grèves illimitées par exemple, mais alors ils les réduisent à quelque petit centre en lutte isolé. Et c'est toujours le même résultat, la même impuissance.

Aux usines de Terrin de Marseille par exemple, après avoir fait accepter l'année dernière les licenciements au nom du "sacrifice nécessaire pour éviter l'irréparable" -quand l'expérience montre chaque jour qu'accepter 100 licenciements aujourd'hui, c'est en accepter mille demain, la seule "opposition" qu'ils aient organisée s'est traduite par l'occupation d'une usine morte, des ballades en camion à travers la ville, des manifestations à la gare après avoir tout organisé à l'avance avec la SNCF pour ne pas gêner le trafic! De même, aux Chantiers Navals de La Ciotat, les syndicats emmènent chaque jour les ouvriers en promenade à la gare, qui se trouve en pleine campagne. A quoi servent ces promenades, si ce n'est à démoraliser ceux qu'on promène?

Les syndicats organisent en ce moment des "journées nationales d'action" :

Mais,

- Premièrement, elles sont effectuées secteur par secteur. Le jeudi 19 octobre, c'était la journée "d'action" de la sidérurgie, le vendredi 20 octobre la journée "d'action" de la Navale. Les 24, 25 et 26 octobre, les journées "d'action" des PTT, etc.
- Deuxièmement, elles se traduisent par des promenades qui ne font peur à personne. Le "plus haut moment" de la journée d'action de la sidérurgie fut l'envoi d'une délégation syndicale auprès de M. Barre. La journée d'action de la Navale trouvant elle son "plus haut moment" dans un "casse-croûte" place de l'Opéra.

(suite page 2)

LIBAN: LE PRIX D'UN MARCHANDAGE

• Depuis plus de trois ans, le Liban eet devenu une terre de massacres ; il n'a connu de trêves que pour tomber à chaque fois plus profondément dans l'enfer de la guerre.

Après le "Samedi Noir", après Damour, après la Quarantaine, après le massacre des Palestiniens à Tell el-Zaatar, il y a deux ans, où les chrétiens eux-mêmes avaient appelé l'armée syrienne pour mettre au pas les Palestiniens ; durant toute une semaine, Achrafien, la ville chrétienne, partie Est de Beyrouth, a été bombardée et aux trois-quarts détruite par ces mêmes Syriens de la Force Arabe de Dissuasion. "Deux, trois cent morts et blessés par jour". "Des abris précaires, des caves, des débris de béton fracassés sous lesquels les survivants se terrent. De nombreux incendies ravagent les parties non détruites par les bombardement».• L'eau est tarie, plus d'électricité, plus de ravitaillement. Pas de soin aux blessés. Un quartier rasé par une pluie de bombes. Par contre, un matériel d'armement des plus sophistiqués : entre dix et cinquante obus à la minute pouvant détruire des immeubles sur deux étages, des armes anti-chars et une artillerie des plus modernes et de plus en plus "efficace". Un peuple qui expire, pour les uns, dans les camps de toile, et, pour les autres, dans des caves d'immeubles en ruines. Pour tous, la misère, la douleur, et la mort toujours menaçante. *(suite page 6)*

QUELLE UNITE OUVRIERE ?

• Parmi les diverses mystifications que la bourgeoisie essaie de promouvoir pour faire accepter la violente offensive présente contre le niveau de vie des travailleurs figure en bonne place le mythe de "l'unité ouvrière" identifiée à l'unité syndicale et entre partis de gauche. Quel dirigeant politique de gauche n'a-t-il pas invoqué le "manque d'unité" -dont l'autre parti est évidemment responsable- pour se lamenter sur la paralysie des "forces ouvrières et démocratiques" face à l'attaque du "grand capital" ? Quel responsable syndical n'a-t-il pas expliqué aux travailleurs que, tant que "l'autre syndicat" rejettera "l'unité d'action", on ne pourra engager de mouvement d'ensemble pour la défense des intérêts ouvriers ? Tous veulent l'union, sont prêts à faire des concessions pour l'obtenir, mais constatent malheureusement que "les autres n'en veulent pas ! "L'enfer, c'est les autres !" comme dirait le pape Jean Paul zéro. Et quand PC et PS ou CGT et CFDT se sont bien disputés pour savoir lequel est le plus "unitaire", il se trouve encore un troisième larron pour proposer ses bons offices en vue d'une conciliation. Ellenstein et Chevènement se sont faits une célébrité dans ce sport. Mais ils ne sont pas les seuls à postuler pour ce rôle, pour lui également la riposte est vive. Dernièrement, André Henry, de la FEN, déclarait dans "Le Monde" que "la FEN... qui a appartenu autrefois à la CGT au temps où celle-ci était unitaire... a pour objectif la réunification syndicale dans une seule grande centrale neuve et hardie" (12/10:78).

De son côté, la "Ligue Communiste Révolutionnaire" ne pouvait souffrir de se sentir absente de ce tintamarre sur "l'unité", elle lui a donc consacré son premier meeting de rentrée : "le principal obstacle au succès des luttes, c'est la division syndicale", écrit-elle sur le tract appelant à ce meeting. "IL FAUT L'UNITE OUVRIERE !" Au lieu de multiplier les polémiques sectaires et de laisser pourrir les luttes, les directions de la CGT, de la CFDT, de FO, de la FEN, tous les syndicats, les fédérations doivent se rencontrer et mettre sur pied un plan d'action, le proposer aux travailleurs ! Les partis ouvriers PS et PCF doivent s'unir et soutenir une telle initiative des syndicats. Il doit y avoir un front de toutes les organisations ouvrières, sans préalables, et sans exclusives, pour faire échec à l'offensive du gouvernement et du patronat". On ne peut être plus clair. En quelques phrases, la LCR résume tous les aspects de la mystification sur "l'unité ouvrière" et si nous citons ses déclarations, c'est parce qu'elles constituent une illustration particulièrement claire de l'offensive idéologique du capitalisme contre la classe ouvrière accompagnant son offensive économique.

Pourquoi l'unité ouvrière?

Pour avoir des chances de réussir, une mystification doit s'appuyer sur une parcelle de vérité, sur une idée facilement vérifiable par ceux contre qui elle est élaborée. Sinon, si tous ses aspects contredisent ouvertement la réalité, seuls quelques farfelus ou esprits tordus peuvent y adhérer. Plus précisément, pour être efficace, une mystification anti-ouvrière doit répondre à une aspiration réelle de la classe ouvrière et elle le sera d'autant plus que l'exigence qu'elle est censée satisfaire est plus profondément enracinée dans les traditions et l'expérience de la lutte de classe. C'est particulièrement le cas de l'Unité Ouvrière qui, depuis ses débuts, a été reconnue par la classe comme une des armes fondamentales de sa lutte. Dès 1847, la Ligue des Communistes en fait son drapeau : "Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !", telle est la devise qui se trouve à la fin de son Manifeste, le texte le plus important du mouvement ouvrier. Dans ce même Manifeste, "l'union grandissante des travailleurs" est présentée, plus que le "succès immédiat" comme "le résultat véritable de leurs luttes". Le Manifeste de l'Association Internationale des Travailleurs de 1864 se termine sur le même mot d'ordre et insiste sur la même idée : "un élément de son succès (du mouvement ouvrier), c'est le nombre. Toutefois, le nombre ne pèse dans la balance que s'il est uni par l'association et guidé par une claire conscience". En 1919, c'est encore cette même idée qui est au centre du Manifeste de l'Internationale Communiste, c'est ce même mot d'ordre qui le termine. Ainsi, de génération en génération, l'unité est ressentie par la

(suite page 2)

UNITE SYNDICALE = DIVISION OUVRIERE

(suite de la page 1)

Est-ce cela lutter ?

Est-ce-cela se battre, est-ce comme cela que la "lutte paie"? Chaque fois, c'est à la même fausse alternative que sont confrontés les ouvriers, soit accepter les mesures d'austérité, soit se faire ballader par les syndicats. Chaque fois, c'est le même résultat auquel on aboutit, les mesures finissent par passer et un dégoût inexprimable, un découragement général anéantit toute volonté de se battre, et on baisse les bras.

SEULE L'UNION LA PLUS LARGE PERMET DE LUTTER ET DE RESISTER AUX MESURES DE LA BOURGEOISIE :

S'il est clair pour chaque ouvrier qu'il ne peut pas se battre seul et que seule l'union permet le combat, il doit être aussi clair que cette union ne se ramène pas à celle de tel ou tel secteur, telle ou telle catégorie,d'ouvriers, mais à l'union la plus large possible, tendant à rassembler toutes les catégories et fractions ouvrières en une seule classe pour un seul et même combat.

Là aussi les syndicats affirment souvent "l'union fait la force" et prétendent réaliser cette union. Mais, là encore, qu'en est-il dans la réalité ?

Face aux dernières luttes, les syndicats, sentant la situation explosive, ont pris un soin particulier pour organiser le morcellement et l'émiettement des combats, secteurs par secteurs, et les unes après les autres :

Tel jour la sidérurgie, tel autre la navale, tel autre les PTT.

Et celà n'est pas tout ; au sein de chaque secteur la lutte est divisée, région par région, usine parl usine, dépôt par dépôt, atelier par atelier.

Après les "Lip", les "Michelins", aujourd'hui les "Terrins", les "Boussacs".

Dans les centres de tris les luttes ont été divisées centre par centre, brigade par brigade, les syndicats empêchant même les assemblées générales des ouvriers en grève d'entrer en contact les unes avec les autres. A la SNCF les grèves ont été divisées gare après gare, région par région.. Pour la grève des éboueurs de Paris, la grève est là aussi organisée quartier par quartier, les uns après les autres.

Deux classes, deux orientations

Les ouvriers se heurtent partout aux mêmes problèmes, se posent les mêmes questions d'ensemble. Ces questions et ces problèmes ils ne peuvent les envisager, les traiter et les résoudre que dans un mouvement d'ensemble.

Aujourd'hui, non seulement les syndicats émiettent les luttes et les rendent impuissantes, mais au travers de cet endettement, ils les vident de tout contenu, ils leur donnent des perspectives et des mots d'ordre qui n'ont rien à voir avec la classe ouvrière. Les syndicats présentent les mots d'ordre patriotards "produire français", "consommer français", comme la solution à la crise. Ils essaient de dresser les ouvriers français contre les ouvriers des autres pays.

Est-ce-que les problèmes auxquels ont à faire face les ouvriers français sont des "problèmes "français", "nationaux", "régionaux"?

NON! C'est dans toutes les régions, dans tous les pays que les ouvriers voient le capitalisme en crise les licencier par milliers, leur rabaisser les salaires, leur augmenter les cadences, rendre les conditions de vie de plus en plus insupportables.

C'est dans tous les pays, que les ouvriers affrontent l'attaque du capital. En Angleterre les ouvriers de Ford se battent actuellement contre l'austérité du gouvernement du parti socialiste, en Espagne, les travailleurs des chantiers navals affrontent les mêmes licenciements que ceux de Marseille. En Iran, toute la classe ouvrière est en grève contre la hausse des prix. En Inde comme en Allemagne, dans les mines du Chili comme dans celles des Etats-Unis, les travailleurs mènent un même combat contre un même ennemi.

LES OUVRIERS N'ONT PAS DE PATRIE.

Telle est la réalité que vivent aujourd'hui directement les ouvriers du monde entier. Si la défense de l'intérêt national est le cri de guerre de la bourgeoisie, l'internationalisme, l'abolition des frontières est celui de la classe ouvrière.

Dans cette situation de crise mondiale du capitalisme, et face aux réactions que celle-ci provoque chez les ouvriers du monde entier, deux orientations s'affrontent.

D'une part, une orientation pour la conservation du salariat, de l'exploitation, bref de toute l'organisation économique de la société existante avec ses crises et ses guerres, orientation rassemblant toutes les forces de la bourgeoisie, de la droite jusqu'à la gauche et ses syndicats.

D'autre part, une orientation qui sera nécessairement avec le développement des luttes et leur unification, contrainte d'aller dans le sens de l'affrontement avec l'Etat pour la transformation révolutionnaire des rapports sociaux et l'abolition de toute exploitation, la fin des crises, la fin des guerres.

SEULE LA LUTTE PAIE !
OUI ! Mais pas les occupations sans lendemains, pas les ballades syndicales.

SEULE L'UNITE PERMET LA LUTTE!
OUI! Mais pas au travers des bureaucraties syndicales, quand les grèves et les manifestations se croisent et s'entrecroisent sans jamais se rencontrer, dans des "journées nationales d'action" oü, de promenades en promenades, de ministères en ministères, il ne résulte jamais rien.
Ouvriers en lutte et ouvriers qui serez contraints de lutter demain, réalisez l'unité au travers de vos assemblées générales!

Ouvriers en grève, allez chercher vous-mêmes la solidarité des autres usines!

Quand vous êtes licenciés, allezxKhtx chercher la solidarité des ouvriers qui travaillent encore!

Quand vous êtes en grève, allez chercher les chômeurs !

QUELLE UNITE OUVRIERE ?

(suite de la page 1)
classe ouvrière comme une composante essentielle de son être propre. A cela, il existe plusieurs raisons :

-L'unité et l'organisation constituent un des moyens essentiels, une des bases d'existence de toute collectivité humaine, et c'est d'autant plus valable pou> une classe historique, c'est-à-dire dont la lutte porte en elle le devenir de la société. C'est notamment le cas de la bourgeoisie quand elle est encore une classe révolutionnaire.

-L'unité et l'organisation sont des exigences bien plus importantes encore pour la classe ouvrière dans la mesure où c'est la première classe historique qui ne dispose, dans la vieille société, d'aucune base économique comme point d'appui de sa future domination politique : son organisation est la seule base matérielle de celle-ci.

-Ce sont les conditions mêmes du développement du capitalisme qui partout dans le monde ont créé une même classe de travailleurs salariés aux intérêts identiques et solidaires et, alors que la crise du capitalisme tend à accentuer les rivalités et les antagonismes d'une bourgeoisie dont les bases mêmes d'existence -la propriété individuelle ou étatique- la divisent en fractions concurrentes, cette même crise historique et mondiale tend à imposer de façon simultanée une même aggravation de l'exploitation, un même chômage et, donc, l'exiaence d'une même riposte simultanée à'tous ceux qui n'ont aucun intérêt particulier ou individuel à défendre parce que privés de toute propriété : les ouvriers du monde entier.

-La société nouvelle que le prolétariat porte en ses flancs, le communisme, la seule qui puisse résoudre les contradictions mortelles qui accablent l'humanité, constitue la véritable communauté humaine, celle qui voit disparaître la division en classes sociales, en intérêts antagoniques, celle où "l'épanouissement de chacun est condition de l'épanouissement de tous" (Marx)

On comprend donc 1'importance attachée de tout temps par la classe ouvrière au problème de son unité y compris aux moments de plus grands désarroi. Et on comprend en même temps la puissance des mystifications basées sur cette aspiration à l'unité.

Quelle unité ouvrière ?

Les formes que s'est donné l'exigen gence constante de l'unité pour la classe ouvrière sont différentes suivant les conditions historiques dans lesquelles se mène sa lutte et les objec tifs que ces conditions lui imposent. Lorsque la classe ouvrière n'est encore qu'embryonnaire dans l'ancienne société féodale, les sociétés de compagnonnage constituent une première ébauche d'unior en vue d'une défense des intérêts communs pour les travailleurs d'un même métier. Au fur et à mesure que le capitalisme impose ses rapports de production à l'ensemble de la société, que se développe par conséquent la classe ouvrière elle-même, celle-ci trouve d'une part dans les syndicats (de métiers d'abord, d'industries ensuite), d'autre part dans les grands partis ouvriers, les organes qui tendent à unifier ses luttes, à lui permettre de s'affirmer comme classe aux intérêts propres. C'est pour cela que les révolutionnaires, c'est à dire les éléments les plus conscients de la classe, militent pour le développement des syndicats, pour 1'aggrégation des diverses sociétés ouvrières pouvant exister à leur époque en un grand corps comme l'était l'AIT, pour l'unification des différents partis que la classe ouvrière pouvait se donner (unification de Gotha en 1875 entre les deux partis ouvriers d'Allemagne, unification en 1905 entre les diverses branches du mouvement socialiste français, etc.). Avec l'entrée du capitalisme dans sa phase de décadence, les conditions de lutte de la classe ouvrière changent radicalement ; d'une part elles ne lui permettent plus l'obtention de réformes réelles, d'améliorations sensibles et durables de ses conditions de vie, d'autre part elles mettent à l'ordre du jour 1'accompTissement de sa tâche historique : la destruction du capitalisme et l'instauration du communisme. Les anciennes formes d'organisation, privées des conditions qui les avaient fait surgir comme instruments du prolétariat, deviennent caduques et quand elles se maintiennent en vie deviennent des instruments de la classe ennemie : c'est le cas des syndicats et des grands partis ouvriers de masse. Désormais, le besoin d'unité de la classe ouvrière s'exprime essentiellement dans les Conseils Ouvriers, qui apparaissent comme organes de la lutte, avec l'éclosion d'une période révolutionnaire, qui sont appelés à devenir "la forme enfin trouvée de la dictature du prolétariat" (Lénine) et dont les assemblées générales et les comités de grève élus et révocables sont déjà une préfiguration

La nature du PC, du PS et des syndicats

Aujourd'hui les gauchistes, -et même quelquefois les partis de gauche- sont disposés à vanter les mérites des assemblées générales ouvrières, des comités de grève élus, et même des Conseils Ouvriers. Mais la façon dont ils entendent l'unité ouvrière se base essentiellement sur une application frauduleuse de ce qu'elle pouvait être au siècle dernier. Oui, elle s'exprimait alors par l'unification syndicale, et des partis ouvriers. Mais à cette époque les syndicats étaient REELLEMENT des organes de lutte de la classe ouvrière et ces partis étaient essentiellement ouvriers, quelles que fussent leurs imperfections et leurs confusions.

Mais depuis 1914, le rôle des syndicats comme saboteurs de la lutte de ' classe, comme gendarmes au service du capitalisme, comme organes officiels ou officieux de l'Etat capitaliste n'est plus à démontrer. Qu'on nous cite un seul exemple d'organisation syndicale qui, depuis un demi-siècle, ne se soit faite, à un moment ou à un autre, le représentant des intérêts capitalistes parmi les travailleurs, un porte-parole du "réalisme", de la "modération" et des "sacrifices". Ce n'est certainement pas la pratique présente des syndicats italiens, allemands ou anglais, tous-fers de lancé de l'austérité qui pourrait contredire la thèse de la nature capitaliste de ces organes. De même tous les soi-disant "partis ouvriers" ont fait amplement la preuve de leur nature bourgeoise. C*est dès 1914 que les partis socialistes se font les rabatteurs pour la guerre impérialiste. Ce sont eux qui sont à la tête de la répression contre le mouvement révolutionnaire de l'après-guerre: c'est "l'ouvrier" social-démocrate Noske qui dirige les corps-francs qui massacrent les Spartakistes en janvier 19, qui assassinent Rosa Luxembourg et Karl Liebknecht,Quant aux partis dits "communistes", un moment réelle avant-garde du prolétariat puis passés à l'ennemi à la fin des années 20, avec la défaite de la vague révolutionnaire, leur rôle de massacreurs d'ouvriers et de défenseurs de "l'intérêt national" (c'est à dire du capital national) n'est plus à démontrer : Espagne 1937, participation à la seconde guerre impérialiste, participation aux gouvernements de la re: construction où ils se font les apôtres du "travaillez d'abord, revendiquez ensuite" (Thorez), promoteurs ou complices des massacres d'ouvriers en 1953 en Allemagne, en 56 en Hongrie : la liste est longue.

Aussi c'est une falsification que de continuer à les appeler "ouvriers" parce que leur langage ou leur composition sociologique sont plus "ouvriers" que ceux des autres partis du capitalisme. Avec de tels critères, le parti nazi était aussi ouvrier que le PS français. Et, en nombre d'ouvriers, le parti démocrate des Etats Unis est loin devant le Parti Communiste de ce pays : Carter est-il plus "ouvrier" qu'Angela Davis?

F.M.

Dans une seconde partie nous analyserons à quoi correspondent les divisions entre les syndicats et entre les partis de gauche, et dégagerons les véritables, conditions pour l'union de la classe ouvrière.

"FAIRE PAYER LES CAPITALISTES" OU DETRUIRE LE CAPITALISME ?

• "Ce qu'il n'y a pas dans la poche des ouvriers reste forcément dans celle des capitalistes" ("l'Humanité" du 12 octobre) prétend le PC qui présente au parlement une série de mesures (augmentation de l'impôt sur les sociétés, taxation des plus-values, nouvelle répartition du budget) pour "faire payer les capitalistes".

Il n'y a pas si longtemps, en pleine période électorale, le PC se faisait, en adoptant un langage plus populiste, le champion de la défense des "pauvres" contre les "riches".

"Ce sont les mêmes qui gagnent des millions par mois et licencient en masse" clame"Lutte Ouvrière", pour conclure : "comme qui dirait (sic! NLDR), il suffirait de prendre l'argent là où il est" ("L.O. du 7 octobre).

Pour la gauche et les gauchistes, quelles que soient les variations démagogiques employées, le thème mis en avant est à l'unisson : il suffirait de redistribuer la richesse sociale et tout irait bien.

Le "mal" de cette société serait le produit d'une simple division entre riches et pauvres. S'il y a des "pauvres", des exploités, c'est parce qu'il y aurait des "riches", des patrons qui s'en mettraient plein les poches... là serait la source de toute misère et... de la crise actuelle!

Cela laisse sous-entendu non seulement qu'eux-mêmes à la tête de l'Etat procéderaient à cette redistribution, mais aussi :

-que les capitalistes auraient comme fonction principale d'amasser des fortunes personnelles;

-qu'il s'agit seulement d'éliminer une poignée de capitalistes privés, de "nantis" pour faire du socialisme.

Les rapports sociaux réels sont tout autres dans le mode de production capitaliste. Ils reposent sur l'existence de deux classes antagoniques. Le capitalisme n'est pas autre chose qu'un rapport social d'exploitation.

Ce qui implique à la base :

-la vente et l'exploitation de la force de travail de la classe ouvrière;

-l'accumulation du profit fondé sur cette exploitation de la force de travail.

La majeure partie de ce profit n'est pas destinée à la consommation personnelle du capitaliste mais est réinvestie pour lui permettre de nouveaux profits. Sinon, aurait-il pu jamais y avoir accumulation de capital?

Mais même si on réduisait cette consommation privée des capitalistes, on ne remettrait aucunement en question le rapport social d'exploitation et cela n'améliorerait pas réellement le sort des ouvriers, pas plus que cela ne permettrait au capitalisme de sortir de la crise car les contradictions du système resteraient intactes.

En poussant ce mode de raisonnement jusqu'à l'absurde : même si les capitalistes ne devaient pas consommer plus que les ouvriers, la classe ouvrière resterait classe exploitée.

Alors même qu'il est irréalisable, l'égalitarisme au niveau du principe ne détruirait nullement le capitalisme. De fait, cette conception a du être constamment combattue par le mouvement ouvrier comme une voie qui lui était étrangère.

Car le refrain n'est pas nouveau. En son temps, Marx le dénonçait chez Proudhon, notamment comme le produit spécifique des tares des couches petites-bourgeoises qui, refusant leur prolétarisation, étaient incapables de voir "dans la misère autre chose que la misère1 Leur illusion sur un "idéal correctif et égalitariste" traduisait surtout leur hostilité à l'essor de la bourgeoisie industrielle, qui les privait de toute possibilité de préserver leur place au soleil.

A la fin du siècle dernier, Rosa Luxembourg, dans la défense intransigeante des positions révolutionnaires, démontre que la vision pré-marxiste d'un "socialisme fondé sur des notions morales de justice, la lutte contre le mode de répartition des richesses plutôt que contre le mode de production, une conception des antagonismes de classe réduite à l'antagonisme entre pauvres et riches" (Réforme ou Révolution) sert de base à la doctrine de l'instauration du socialisme par des réformes graduelles à l'intérieur d'un capitalisme toujours" progressiste" qu'elle combat.

Mais aujourd'hui, un tel langage ne recouvre plus du tout une conception pré-marxiste, petite-bourgeoise ou réformiste, mais il traduit directement le discours mystificateur de la classe ennemie, l'idéologie déployée par le capitalisme décadent en crise.

Certains peuvent rêver d'un capital sans capitalistes, mais comme Marx l'affirmait : "l'existence du capital suppose celle des capitalistes".

Aussi quand on déclare que : "si le profit engendre l'anarchie de la production, il faut exproprier les capitalistes" ("L.O." du 15-10) et qu'il est clair qu'on ne remet pas en cause le profit directement retiré du rapport d'exploitation mais la seule anarchie de la production, la proposition "exproprier les capitalistes" signifie le simple remplacement du capitaliste privé par d'autres catégories de capitalistes (bureaucrates» hauts fonctionnaires d'Etat).

Le battage de toutes les fractions de gauche et gauchistes pour réclamer l'élimination des capitalistes privés, ne fait que réclamer la liquidation formelle, déjà à l'état de fait dans maints pays, d'une frange étroite de capitalistes, pour affirmer les privilèges d'une autre fraction capitaliste.

Il est l'oeuvre des défenseurs les plus acharnés, des avocats les plus énergiques du capitalisme d'Etat.

Pendant la période du Front Populaire, le PC s'en prenait à l'existence des "200 familles" ; aujourd'hui, pour lui, l'immense majorité de la population, le "peuple de France" serait sous la coupe de 25 monopoles.

Mais s'il n'y en avait plus qu'un : celui de l'Etat, le PC continuerait-il à pourfendre le "capital monopoleur"? Certainement pas. Ceci témoigne seulement avec éloquence de la tendance à la concentration du capital de ce dernier demi-siècle et montre le caractère de plus en plus anonyme, de moins en moins personnalisé du capital.

L'image du capitaliste bedonnant avec haut-de-forme et gros cigare est plus que jamais caricaturale. Le "premier capitaliste de France", ce n'est ni Mr De Wendel, ni Schneider, ni le baron Empain, ni les frères Willot, c'est V Etat.

A travers sa capacité de concentration économique au niveau national, seul l'Etat a les moyens d'assumer globalement la réadaptation du capital à la réalité de la crise.

Dans cette mesure, l'Etat ne se limite pas à contrôler la vie économique la plus large possible du pays, mais vise à poursuivre l'élimination des "canards boiteux" et à s'attaquer d'abord aux secteurs qui pèsent le plus dans l'économie nationale : les couches moyennes.

Le rôle croissant conféré à l'Etat n'est pas une voie pour sortir de l'impasse dans laquelle le capitalisme est définitivement engagé.

Mais, la classe ouvrière en fait depuis plus d'un demi-siècle partout l'expérience, il n'apporte qu'une rationalisation de l'austérité et de l'exploitation.

Tout le reste n'est qu'alibi idéologique pour justifier les nécessités capitalistes.

La seule possibilité pour le prolétariat d'affirmer ses intérêts de classe, c'est la voie révolutionnaire. Il ne peut détruire les chaînes de son exploitation qu'en détruisant ses conditions inhumaines d'existence : les rapports de production capitalistes.

Y.D.

CRISE POLITIQUE ET LUTTE DE CLASSE

MAprès le Portugal et la Suède, la Belgique est à son tour plongée dans la crise politique. Officiellement, c'est le vieux problème communautaire (divisions linguistiques entre flamands et francophones) qui est à l'origine de l'éclatement de la large coalition regroupant sociaux-chrétiens, socialistes et partis linguistiques. C'est un fait que la bourgeoisie de chaque pays traîne avec elle le fardeau d'archaïsmes légués par son histoire nationale "(l'Irlande pour la bourgeoisie anglaise par exemple). Mais ces problèmes communautaires n'expliquent pas toutes les difficultés de la bourgeoisie belge. De fait, celle-ci est confrontée, comme celle de tous les autres pays, à un problème pour elle dramatique : comment résoudre la crise économique ? La coalition sortante représentait par l'entrée des socialistes au gouvernement, une tentative provisoire de limiter les dégâts avec un renforcement des mesures de capitalisme d'Etat et des mystifications anti-ouvrières. L'échec patent de cette politique a amené les diverses composantes de la coalition à tirer à hue et à dia afin de promouvoir une autre formule gouvernementale. A ce jeu, le PS qui voudrait infléchir cette politique vers un plus grand renforcement du rôle de l'Etat et un langage plus "ouvrier" se distingue. Et il sait que le temps travaille pour lui dans la mesure où l'aggravation de l'austérité, du chômage et donc, du mécontentement ouvrier, rendront de plus en plus indispensables pour la défense du capitalisme les options qu'il représente et l'appareil syndical qu'il contrôle comme le démontre le tract suivant diffusé par la section du CCI en Belgique lors de la grève des ouvriers du secteur pétrolier.

Une fois de plus, les syndicats crient victoire et proclament que la grève fut un "succès". Ils s'empressèrent bien vite d'arrêter la grève par tous les moyens, même si "un certain nombre de travailleurs" pensaient autrement. La récréation est terminée ; maintenant, c'est aux "gens responsables" de parler. N'est-ce pas logique, puisque 37 % des délégués syndicaux ont accepté les fruits pourris qu'on leur servait en guise d'accord.

Mais, que fait-on des 256 travailleurs de la RBP qui refusèrent totalement l'accord et la façon dont il fut imposé; des 300 travailleurs de SIBP qui, tout comme leurs camarades menacés d'Albatros refusèrent de rentrer lundi 2 octobre et exigèrent une assemblée générale et un vote ; des chauffeurs de Esso, des travailleurs de chez Gulf, de tous les travailleurs des dépôts de Bruxelles et de Liège ? Ne nous faisons pas de soucis, les secrétaires syndicaux calmeront bien ces têtes brûlées et les pousseront à reprendre le travail. Ceux de RBP n'ont qu'à se débrouiller seuls. En ce qui concerne le camarade liégeois licencié pour fait de grève, il n'a pas besoin de solidarité nationale, du moins si l'on en croit le secrétaire de la Centrale Générale de Liège. Bravo ! Une action réussie de plus, tout comme dans le cas de Miel de Bruyne (licencié pour fait de grève) qui, lui non plus, n'avait soi-disant pas besoin de solidarité !

La rupture des conventions collectives par les patrons dans de nombreuses entreprises représente un nouveau pas dans la crise. Alors que le textile, l'acier, la construction et le verre s'enfoncent toujours plus dans l'abîme, le même sort menace aujourd'hui les secteurs de "pointe" (la chimie, le pétrole, l'électronique, l'automobile,..). Partout, le patronat viole les accords et la législation sociale : malgré la convention collective, 300 licenciements à Glaverbel ; grèves spontanées chez Gazet van Antwerpen parce qu'on refuse d'adapter les salaires à la hausse de l'index ; 16 semaines de grève chez Delzato pour non-respect de la convention collective en ce qui concerne la sécurité d'emploi et la prime de fin d'année ; suppression de la sécurité d'emploi pour certains travailleurs des chantiers navals ; au port d'Anvers, la commission de sanction sévit toujours (tribunal d'exception avec la participation des syndicats) et licencie chaque semaine des dockers,etc.

Et pendant ce temps, patronat et syndicats nous racontent que nous devons nous en tenir aux conventions collectives, que nous devons laisser tomber Miel de Bruyne, comme notre camarade liégois licencié, etc., alors que l'inflation ronge nos salaires, que le rythme à l'usine et le nombre d'accidents de travail ne font qu'augmenter, qu'il n'y a pas d'embauche malgré les promesses et que la "réduction du temps de travail" n'est qu'une triste mascarade destinée à cacher la réduction effective de nos salaires.

Le patronat se rend parfaitement compte de la gravité de la crise et rationalise sans limite ; blocage des salaires, licenciements, etc. Il ne recule devant rien. C'est pourquoi, la classe ouvrière doit également unir ses forces. Chaque action doit être bien réfléchie, elle doit nous faire progresser et renforcer notre solidarité. En effet, face à la crise, le patronat se comporte de plus en plus comme un mur, et celui-ci ne se détruit pas avec des mains nues. Si nous ne tendons pas continuellement à généraliser nos grèves dans le secteur, vers les ports, les chemins de fer, les entreprises de transport et vers les autres entreprises pétrochimiques à l'étranger, nous resterons toujours isolés et faibles.

Des dockers anversois avaient offert leurs services pour boycotter les pétroliers dans les ports; les travailleurs du pétrole à Rotterdam avaient proposé de refuser tout travail supplémentaire pour l'exportation vers la Belgique; de nombreux travailleurs d'autres secteurs voulaient exprimer activement leur solidarité et augmenter ainsi la pression. Qu'en a-t-on fait ? Les syndicats ont remercié les dockers pour leurs propositions d'aide mais ils régleraient tout eux-mêmes. Nous savons ce que cela a signifié : à Zeebruges, le pétrole fut déchargé avec l'accord des syndicats, mais, selon eux, il n'était pas distribué. C'est pourquoi sans doute il fallut envoyer des piquets à Zeebruges pour empêcher la distribution ! Et les syndicats des cheminots qui faisaient comme si de rien n'était, alors que des milliers de tonnes de pétrole étaient amenés par le train ! Et les syndicats des transports en Belgique et Hollande qui prétendaient qu'ils n'avaient rien à voir avec ce conflit ! Ou encore les syndicats du pétrole en Hollande qui acceptaient, contre la volonté des travailleurs, des heures supplémentaires pour des raisons plus fausses les unes que les autres ! C'est toujours et partout la même chanson quand on laisse les syndicats tout régler à la place des ouvriers. Les syndicats, ce bras droit du patronat, ne conçoivent que des actions symboliques, du spectacle inoffensif : 1 heure, 1 jour, 1 entreprise, 1 vendredi, 1 secteur, 1 région. Portes fermées, tout le monde à la maison, pas de manif, pas de délégation vers d'autres usines pour demander un soutien actif, pas de meetings de solidarité ou d'information, pas d'assemblée générale publique des travailleurs concernés avec élection d'un comité de grève, et surtout pas de soutien d'autres secteurs ou de l'étranger. Pensez donc, l'étranger !

Les travailleurs du pétrole ne se battent pas seulement pour leurs droits, pour leur existence, mais aussi pour ceux des autres travailleurs, dans leur propre secteur, dans d'autres secteurs. En France, on a fermé une entreprise pétrolière à Ambès et, à Gonfreville, on a fortement limité la production. A Rotterdam aussi on menace de fermer et le mécontentement parmi les ouvriers pétroliers y est grand. Pourquoi dès lors s'arrêter aux frontières ? Ce ne sont pas les pompistes ou les chauffeurs de camion qui sont les grands ennemis de la grève ; là où le pétrole est débarqué, transporté, il faut appeler activement à la solidarité et à l'unité. Car demain, ce sera leur tour de lutter et alors ils feront aussi appel aux ouvriers du pétrole.

Si nous ne continuons pas à nous battre et à nous défendre face aux attaques contre notre niveau de vie, patronat, Etat, syndicats et partis continueront

(suite page 6)

LES SYNDICATS AUX OUVRIERS :

« AU NOM DE L'INTERET NATIONAL, NE LUTTEZ PLUS ! »

ITALIE : "autolimitation des luttes"

• Tandis que la crise mondiale, loin de se résorber, s'amp!ifie en portant au paroxysme les contradictions du capitalisme, il est indéniable qu'on assiste, depuis le début de l'été au moins, à une accentuation décidée de la pression bourgeoise sur le seul point où elle peut agir contre l'effondrement du système : le niveau de vie de la classe ouvrière. Toutes les grèves et luttes ouvrières du moment attestent, comme en creux, de cette offensive déterminante. Elles rendent manifeste que, dans le dispositif des forces agressives de la bourgeoisie, les syndicats occupent une place plus qu'indispensable : essentielle. La manière dont ils remplissent leur rôle capitaliste dépend pour les syndicats, suivant les pays, de l'intégration plus ou moins grande de leur (ou leurs) parti(s) de tutelle au pouvoir central étatique, mais elle obéit partout aux mêmes règles fondamentales. Aujourd'hui, l'approfondissement de la crise assigne de plus en plus et partout aux syndicats un rôle de liquidateur des grèves, en substitution de leur tâche ordinaire d'ouverture de soupapes au mécontentement ouvrier et de canalisation du mouvement revendicatif. Plus le jeu interne de la bourgeoisie et le cours du capital permet et oblige l'association sous une forme ou une autre des syndicats au gouvernement, mieux, bien sûr, se dévoile la nature profonde des syndicats et des exigences auxquelles ils répondent : le service policier de l'Etat en milieu de travail ; la maîtrise de l'intérêt national sur le chantier capitaliste. A des degrés assez semblables, les syndicats italiens et espagnols (n'évoquons même pas les syndicats russes !) -surtout ceux contrôlés par les staliniens, soit CGIL en Italie et CO en Espagne- se trouvent dans cette situation, et de ce à quoi l'Etat capitaliste voudrait partout tendre par l'intermédiaire de ses agents usinistes, ils en donnent une expression brute, presque sans fard, quasiment cynique, en tout cas extrêmement instructive pour le sens du développement de la lutte prolétarienne.

Au début de l'année, au moment où le PCI entrait dans la majorité gouvernementale, Berlinguer présentait "l'austérité comme condition de transition au socialisme". La CGIL, syndicat contrôlé par le PCI, rendait clair ce aue voulait dire ses accords avec le patronat (RI n° 48).

Aujourd'hui, c'est la même CGIL qui, au nom de toutes les centrales syndicales appelle à un grand débat à la base, sur "l'auto-limitation des grèves". Elle affirme que le mouvement ouvrier italien est "maintenant conscient de limiter le recours à la grève" !

Evidemment, vue du côté de la bourgeoisie, la situation n'est pas brillante : comme tous les pays du monde, et de manière urgente, l'Italie doit faire face à une crise économique irréversible, où seule une amélioration de la compétitivité de sa production sur le marché mondial saturé peut lui laisser un peu d'oxygène. Il n'y a pas mille moyens pour elle de conserver ce souffle de vie : exploiter encore plus, imposer une discipline de fer pour garantir le rendement maximum et l'ordre social.

Les syndicats ont déjà annoncé la couleur : le grand débat va être de faire prendre conscience à la base des dangers de la grève utilisée sans discernement. L'Italie est un pays démocratique, on n'interdit pas le droit de grève, on en donne le mode d'emploi : pas de luttes pour l'amélioration des conditions de vie, pas de grève pour les augmentations de salaire... puisque la misère est une condition "de transition au socialisme". Le véritable combat, c'est de retrousser les manches, de produire plus en consommant moins. Les seules belles grèves, ce sont celles qui défendent l'intérêt national, l'Etat "démocratique" ! Hier, les syndicats dressaient les listes noires des soi-disant "terroristes", aujourd'hui, ils préparent les listes de "provocateurs", "grévistes irresponsables", qui seront soumis à la répression syndicale et patronale.

Longtemps, les gauchistes ont présenté les syndicats italiens comme un modèle. Modèle oui, mais pour la bourgeoisie, qui sait bien plus vite que le prolétariat, malheureusement, tirer les leçons d'expérience qui sont utiles, d'un pays à l'autre.

Qui a déclaré ?

"Nous disons..., pour ce qui nous concerne, que la politique des salaires des travailleurs situés normalement dans le circuit du travail, doit être raisonnable, c'est-à-dire capable de rendre les nouvelles conventions collectives cohérentes avec les buts prioritaires : les investissements et le travail pour les chômeurs, qui sont des questions essentielles. Car si ces buts n'étaient pas atteints, il en résulterait une situation de crise économique, politique et sociale de plus en plus grave et dangereuse pour la démocratie..." ?

Non, ce n'est pas Raymond Barre ! Pourtant, les arguments sont les siens : pour réduire le chômage, il faut réduire les salaires ; et si la situation empire, gare à "la crise sociale" (lire l'explosion ouvrière) fatale à la démocratie (lire bourgeoise). Non, l'auteur de ces bonnes paroles, n'est pas un "représentant du grand capital monopoliste" comme disait le PCF ; c'est Luciano Lama, secrétaire général de la CGIL, la CGT italienne, et un des dirigeants du PCI. Sans commentaires !

ESPAGNE : «pas de grèves illimitées» !

Si, d'ailleurs, l'internationalisme ouvrier est encore parmi les limbes théoriques dans lesquels il est retombé depuis la défaite des années 20, l'euro-charognerie syndicale, elle, fonctionne mieux qu'avec le "téléphone arabe". Qu'on en juge sur pièce, mais une précision préalable : le PC d'Espagne, cosignataire du pacte social de la Moncloa demande qu'à l'occasion de la reconduction de ce pacte en 1979, les syndicats (les CO, UGT, USO) participent aux discussions d'élaboration dont ils avaient été, en 1^77, éloignés.

Un rapporteur stalinien au Congrès Catalan des Commissions Ouvrières en mai dernier : "...les grèves, qui sont la forme la plus élevée de la lutte ouvrière, (les soulignements sont ajoutés par TOUs), ne doivent pas être indéfinies, en particulier dans notre conjoncture actuelle, mais d'une durée fixée avant leur début. Grèves de quelques heures, d'un ou deux jours, qui devraient être suivies d'une période plus ou moins longue d'assemblées dans les centres de travail, d'assemblées générales des travailleurs d'une ou de plusieurs entreprises, d'assemblées de délégués, de branches, d'adhérents aux Commissions Ouvrières, de concentrations(?), de manifestations ; et en fonction des négociations, on proposera une nouvelle grève de même type.(...) Surtout, sur les points conflictuels, on utilisera le vote à bulletin secret (...). NOUS DEVONS BANNIR L'IDEE QU'AVEC DES GREVES INDEFINIES (on dirait plutôt en France: illimitées), NOUS IMPOSERONS DES DEFAITES AU PATRONAT".

Avec cela, nous n'avons nullement l'intention de démontrer comment les syndicats défendent mal les intérêts ouvriers; comment ils trahissent et quittent le terrain de classe : ce n'est plus à démontrer depuis 60 ans. Par contre, cela doit rendre mieux sensible comment, dans toutes les luttes avant le pacte de 1977, mais encore plus après, les syndicats ont invariablement joué le rôle d'émasculeur de grèves ; comment ils ont été parmi les plus actifs agents d'exécution de la politique d'austérité, ils l'ont fait oui, et ils feront, ils font déjà pire : à Vigo (chantiers navals de l'Ascon en grève), ils dénoncent l'affrontement dans la rue des grévistes avec les flics patronaux et municipaux comme néfaste à la lutte ouvrière et à la démocratie espagnole. A Barcelone, CO et UGT demandent aux travailleurs des postes d'essence en lutte pour l'amélioration de la convention collective d'accepter de travailler sous la protection de la police, venue les prévenir, sans aucun doute, contre leurs propres excès grévistes !

Parachèvement de l'aggravation capitaliste : aux ouvriers qu'elle confine dans la position d'ou bien se soulever ou bien crever de misère, la bourgeoisie charge ses syndicats de tenter de leur Ôter le plus spontané moyen de riposte : la lutte de classe.

E. Mx

CONTRE LES LICENCIEMENTS MASSIFS

Victoires prolétariennes, disons-nous. Il faut bien entendre que la seule véritable victoire prolétarienne sera la destruction du capitalisme et les bases jetées du monde communiste. Mais rien ne serait plus faux, plus pernicieux pour la lutte de notre classe que de laisser penser qu'avant cette victoire, le prolétariat lutte toujours pour rien, pour être battu d'avance : qu'il doive opposer d'emblée au chômage, à la misère, à la faim, la grande lutte finale ou rien du tout! Nous manifesterions alors une totale méconnaissance, voire un mépris des conditions qui amènent la classe sur la voie révolutionnaire. S'il est tout aussi néfaste de propager l'idée que le prolétariat peut remporter des victoires durables dans le capitalisme décadent, nous devons dire fermement que jamais le prolétariat ne vaincra le capitalisme avant de l'avoir combattu. Car c'est de cette lutte, des échecs qu'elle rencontrera inévitablement, mais de victoires partielles aussi, qui donnent la confiance en eux aux travailleurs, que naissent, à partir de la réflexion commune, des leçons que le prolétariat -et ses avant-gardes en son sein- sauront tirer des expériences, les conditions d'une future victoire définitive. Car c'est au cours de sa lutte opiniâtre contre toutes les atteintes du capitalisme sur son niveau de vie que le prolétariat apprendra à connaître, au travers même des défaites, la nature de ses ennemis, à mesurer leur force réelle.

C'est pourquoi, même si la lutte ouvrière demeurera encore longtemps prisonnière de ses faiblesses et illusions localistes, immédiatistes, sujette aux mystifications des partis de gauche, syndicats et gauchistes, nous disons : il n'y a pas d'autre chose à faire que de lutter pied à pied contre le capitalisme, profiter du moindre recul qu'on aura su imposer à l'ennemi pour renforcer notre lutte dans la généralisation et l'union. C'est pourquoi, même s'il ne faut pas entretenir l'illusion qu'il est possible d'empêcher la marée du chômage et des licenciements sans détruire le capitalisme qui en est cause, nous disons tout de même, avec nos camarades du CCI en Espagne, dans un tract que nous publions ci-dessous :

• Camarades,

Le gouvernement, les patrons et les syndicats, réunis à la "table de négociation", se sont mis d'accord sur 14 000 licenciements dans le secteur naval et 2 500 déplacements et mises à la retraite.

Ces mesures ne viennent pas seules. Elles sont la continuation du pacte anti-ouvrier de la Moncloa et l'annonce de nouvelles attaques contre notre classe : d'une part, se prépare un nouveau pacte économique qui prévoit entre autres choses une limitation de la croissance salariale à 12%, et, d'autre part, derrière l'étiquette des "plans de restructuration", on veut nous imposer une série de licenciements massifs qui affecteraient, au moins 50 000 travailleurs de la sidérurgie, la pêche, le textile et le secteur de l'énergie.

Ces mesures brutales sont le résultat de la CRISE CAPITALISTE MONDIALE qui secoue le capital espagnol. La saturation des marchés réduit les bénéfices des capitalistes, lesquels pour les récupérer, recourent à la seule chose qu'ils savent faire : augmenter l'exploitation des ouvriers, faisant se dégrader leurs conditions de vie et de travail, Us condamnant au chômage.

Mais comment peuvent-ils nous faire accepter ce genre de mesures ? Comment peuvent-ils annuler notre capacité de lutte, faisant en sorte que nous restions passifs face aux licenciements et aux autres agressions ?

Pour désarmer et empêcher notre lutte, la bourgeoisie utilise en même temps que la répression d'autres armes complémentaires peu visibles mais très efficaces : LE MENSONGE ET LA DIVISION DE NOTRE CLASSE. Nous voyons en quoi ils consistent en prenant un cas concret : les subterfuges employés pour camoufler les licenciements du secteur naval :

1. Ils ont masqué les licenciements derrière la "rotation du travail", Us "retraites anticipées", les "départs volontaires" (qui divisent les ouvriers et sont employés contre ceux qui se "tiennent mal") et les ont assortis de toutes sortes de promesses : augmentation des allocations chômage, allongement de celles-ci à 36 mois..., "promesse" que les camarades au chômage connaissent trop bien pour leur fausseté : seulement 45 % des chômeurs touchent l'allocation et, après bien des tracas administratifs, a'est au maximum pour 18 mois.

2. Ils nous ont menti avec la fable que "si nous acceptons les licenciements aujourd'hui, nous évitons que l'usine ferme avant un an et que nous soyons tous à la rue".

Ceci est un mensonge criminel : la réalité démontre que, en 10 ans, le chômage est passé de 100.000 en 1968 à un million et demi aujourd'hui. En acceptant les "licenciements partiels", on n'empêche pas la faillite des entreprises : celles-ci ferment à cause de la crise économique qui affecte toutes les entreprises dans toutes les branches. D'un autre côté, consentir au licenciement de 100 d'entre nous, c'est encourager les capitalistes pour que demain, ils licencient tous les employés. S'ils voient qu'aujourd'hui nous nous comportons "sagement", ils se renforceront pour attaquer plus durement ; si, aujourd'hui, on laisse un ongle, demain, c'est tout le bras qu'ils nous prendront.

3. Ils nous mentent en nous disant que les problèmes de fermetures d'usine se règlent en luttant pour l'"autonomie régionale", laquelle "permettrait une meilleure utilisation des ressources de chaque région et une grande création d'emplois".

C'est une pure galéjade : la crise est mondiale et ne peut être résolue à l'échelle nationale, encore moins donc, à l'échelle régionale ! Sa finalité réelle est de nous diviser en nous faisant croire que la fermeture des chantiers navals est un "problème de tous les galiciens" ou de "tous les gens de Cadix", et pas de TOUS LES OUVRIERS.

Faisant cela, ils isolent chaque prolétariat local de ses frères, des autres villes aux autres pays. Mais, de plus, ils nous diluent dans la fausse communauté du "peuple galicien" ou du "peuple andalou". "Communauté" où sont les patrons, la police, etc., dont les intérêts sont antagoniques des nôtres. Le prolétariat ne doit pas tomber dans la fausse "communauté" andalouse, galicienne ou espagnole, mais former la communauté de tous les ouvriers de toutes les régions et de tous les pays.

Mais ces mensonges qui cherchent à nous diviser, à empêcher que nous luttions, à neutraliser notre lutte si elle éclate malgré trait, personne n'y croirait si c'était Suarez, Martin Villa ou un de. ceux d'"en-haut" qui nous les disaient. Il faut que ce soit ceux d'"en-bas", ceux qui "sent avec nous", "nos représentants", qui, en disant la même chose que Suarez et Cie, mais avec un langage "ouvrier" et "combatif" se chargent de nous les faire croire : il s'agit des SYNDICATS. (suite page 5)

Grèves contre les 5 %

LA FAUSSE COMBATIVITE DES SYNDICATS

Après quatre ans de blocage des salaires par le parti travailliste et les syndicats, la classe ouvrière en Grande'Bretagne commence à dire que ça suffit. La grève massive des ouvriers de Ford contre la limitation des augmentations de salaires à 5% a été soutenue par les dockers, les marins, et les ouvriers du transport. Des ouvriers de Mackies à Belfast, de Renolds à Coventry et de "S.U. Carburettors" se sont aussi mis en grève. Et il y a des menaces de grèves à "British Oxygen", "British Leyland", "Vauxhall", dans le secteur public, chez les camionneurs et les mineurs.

Mais aujourd'hui les ouvriers commencent à se révolter contre les blocages de salaire gouvernementaux. Les syndicats se retrouvent face à un choix : OU continuer à défendre ouvertement l'austérité et révéler clairement leur vraie nature -des valets. de l'Etat capitaliste-; OU se mettre à la tête de la révolte POUR LA CONTROLER ET L'AMENER A UNE IMPASSE. C'est ce qu'ils ont fait pour la grève de Ford. Ce ne sont pas les stewards qui ont commencé la grève à Ford. Un d'eux se plaignait de la "difficulté de contenir les gars" avant la grève. Mais une fois que les ouvriers eurent débrayé spontanément, les stewards se sont rapidement déménés pour éteindre l'enthousiasme et la solidarité collectifs du mouvement. Leur conception de la marche à suivre fut la suivante : "Nous sommes si forts que nous n'avons besoin que d'un petit nombre de piquets de grève. Nous n'avons pas besoin de piquets de grève volants, ni d'assemblées générales régulières..."

Quand les stewards eurent vidé le mouvement de toute son énergie et qu'ils se furent assurés que la grève ne s'étendrait pas à d'autres secteurs, la direction syndicale déclara la grève officielle. Ceux qui l'année dernière prêchaient la modération et les sacrifices tentent aujourd'hui de se faire passer pour des défenseurs intransigeants des intérêts ouvriers.

LES OUVRIERS NE DOIVENT PAS SE LAISSER AVOIR PAR CELA ! Aujourd'hui les syndicats sont contre les 5% parce qu'ils savent que les ouvriers ne les accepteront pas, parce qu'ils ont peur de perdre le contrôle qu'ils ont sur eux. Demain ils reviendront avec une proposition de limitation des salaires à 8 ou 10% et présenteront ça comme une grande "victoire" pour les ouvriers. Ou bien ils mettront en avant le mensonge des "conventions collectives négociées". Comme lfa dit Len Murray : "les conventions collectives négociées signifient que nous sommes ouverts aux propositoons". Et les "propositions" sont : des augmentations de productivité, des clauses anti-grèves, des réductions de personnel, en échange de quelques livres de plus. Les syndicats à Ford ont déjà négocié avec le patronat la reconnaissance du principe des "conventions négociées" avec les entreprises : un principe qui signifie toujours l'austérité, mais enrobé de miel par les syndicats!

Mais que dire des syndicats et des groupes gauchistes qui appellent à supprimer les limitations des augmentations de salaires, qui proclament que "Ford peut payer" ou que "tous les patrons peuvent payer" ou que les ouvriers auraient des salaires plus élevés si l'Etat prenait toute l'économie en main? Ces gens sont simplement en train d'essayer de cacher la véritable situation à la classe ouvrière.

Le gouvernement, les syndicats et les patrons ne s'attaquent pas au niveau de vie des ouvriers parce qu'ils sont "mauvais". Ils le font parce que c'est leur fonction de défendre l'économie nationale. Et quand la crise économique est mondiale, quand le marché mondial se rétrécit toujours plus, chaque nation doit pour se maintenir à flot baisser les salaires des ouvriers, augmenter la productivité, pour faire face à la concurrence de plus en plus féroce. Et la fraction qui est au gouvernement -conservateurs, travaillistes ou "communistes", n'y change rien. Même si l'Etat contrôle toute l'économie, comme en Russie ou en Chine, l'économie nationale est quand même capitaliste et doit être compétitive sur le marché mondial.

Deux fois dans ce siècle, le capitalisme a montré la logique implacable de sa crise : la GUERRE MONDIALE. Déjà les deux blocs impérialistes, URSS et USA, se préparent à la confrontation finale. Les guerres meurtrières du Liban, du Zaire ou du Cambodge ne sont qu'un avant-goût de ce que le capitalisme réserve au monde entier.

Mais avant qu'il puisse imposer sa terrible "solution finale", le capitalisme doit d'abord briser la résistance de la classe ouvrière. Il doit convaincre les ouvriers de la nécessité d'accepter l'austérité et les sacrifices pour l'"intérêt national", la "démocratie occidentale" ou la "patrie socialiste". Et partout à travers le monde, les ouvriers disent NON aux plans d'austérité de la classe dominante. Les grandes grèves et les émeutes dans les pays "sous-développés" comme le Pérou ou l'Egypte. Les révoltes des ouvriers polonais en 71 et 76 ; la récente grève des mineurs aux USA; et les grèves actuelles en Grande-Bretagne font toutes partie du mouvement INTERNATIONAL de résistance de la classe ouvrière. Toutes ces luttes montrent :

-que les ouvriers ne peuvent défendre leurs intérêts qu'en allant à l'encontre de "l'intérêt national" ;

-que les luttes ouvrières défensives ne peuvent que gagner des répits temporaires, parce que le système capitaliste mondial tout entier fait faillite et mène l'humanité à sa perte;

-qu'aujourd'hui les luttes défensives doivent être comprises comme autant de pas vers l'OFFENSIVE REVOLUTIONNAIRE contre l'Etat capitaliste, vers la prise du pouvoir des ouvriers à l'échelle mondiale et l'organisation de la production communiste à l'échelle mondiale.

En Grande-Bretagne comme partout ailleurs, il devient de plus en plus clair que telle est la seule perspective pour les luttes ouvrières. Il est clair que la seule alternative à laquelle sont confrontés les ouvriers est celle de résister à l'austérité, de se battre pour leurs revendications sans compromis, ou d'être enfoncés dans la misère. Il est clair que les grèves qui se développent aujourd'hui ne sont pas dirigées vers telle ou telle entreprise, mais contre l'Etat et l'ensemble de l'économie nationale. Et il devient de plus en plus clair que les ouvriers ne peuvent pas utiliser les syndicats pour défendre leurs intérêts parce que, de haut en bas, ils sont entièrement identifiés à l'économie nationale. En tant que partie de l'Etat capitaliste, leur fonction est de contenir, de dévoyer, de briser les luttes ouvrières.

La seule façon d'éviter que nos luttes soient sabotées par les syndicats, c'est de les prendre en main nous-mêmes. Quand les stewards essaient de couper les mouvements de grève en renvoyant tous les ouvriers chez eux ou en manipulant les assemblées générales, nous devons répondre en contrôlant nous mêmes nos assemblées générales, en les tenant régulièrement, en ne déléguant nos responsabilités qu'à des comités de grève élus et révocables qui n'ont pas de lien avec la machine syndicale. Ces assemblées, ces comités, sont la préfiguration des CONSEILS OUVRIERS de l'avenir, des organes qui serviront à la prise du pouvoir politique par les ouvriers.

Quand les syndicats essaient de diviser les grèves par secteurs ou par entreprises, nous devons répondre en étendant les grèves à tous les secteurs de la classe parce que tous les ouvriers ont le même ennemi. L'extension de la lutte ne signifie pas les appels des syndicats à des "soutiens" dérisoires. Elle nécessite que les ouvriers eux-mêmes envoient des délégations massives dans les autres usines, appelant les ouvriers à rejoindre la grève, et établissant des liens entre les comités de grève.

Quand les syndicats nous appellent à ne pas lutter pour ne pas mettre en dangerle gouvernement travailliste, nous devons répondre que nous sommes contre TOUS les gouvernements capitalistes, que les ouvriers n'ont pas de patrie, que le but final de la lutte n'est pas une ou l'autre forme d'esclavage salarié, mais l'abolition de l'esclavage salarié lui-même.

LAISSONS LES CLASSES DOMINANTES TREMBLER DEVANT LA REVOLUTION COMMUNISTE. LES OUVRIERS N'ONT RIEN A PERDRE QUE LEURS CHAINES. PROLETAIRES DU MONDE ENTIER, UNISSEZ-VOUS!

Tract diffusé WORLD REVOLUTION
OCTOBRE 78

Espagne

(suite de la page 4)

Ce sont eux qui ont négocié et accepté les milliers de licenciements du secteur naval et qui nous les ont présentés comme un "accord historique" (USO), ou comme une "conquête ouvrière" ; ce sont eux qui, par la bouche de Camacho, leader des Commissions Ouvrières, ont fait pression pour la "restructuration" du secteur naval avec des arguments anti-ouvriers comme "on ne peut maintenir des effectifs excessifs", ce sont eux qui nous demandent de nous "sacrifier encore pour un temps pour que l'économie récupère" (UGT).

Le rôle actif des syndicats dans les licenciements du secteur naval nous montre quelque chose que mille luttes ouvrières, tant en Espagne que partout dans le monde, nous ont déjà démontré: leur caractère anti-ouvrier, la nécessité de ne pas leur faire confiance pour défendre nos revendications et de s'affronter à eux, agents de l'Etat bourgeois, frères de sang de la police et du patronat...

OOO

Camarades,

Il nous faut lutter, nous défendre ; nous devons rtener la lutte contre les licenciements dans le secteur naval et dans les autres, car ce n'est pas "leur" problème, mais celui de TOUTE LA CLASSE OUVRIERE. L'énorme offensive de la bourgeoisie n'est pas lancée contre certains secteurs ou entreprises isolés, mais bien contre TOUS LES OUVRIERS; elle ne concerne pas seulement un aspect particulier de leur condition, mais toutes les conditions de vie : salaires, heures de travail, régime du travail, emploi...

Mais notre lutte ne sera forte, elle ne nous sera utile que si nous ne tombons pas dans le piège des mensonges de la bourgeoisie ("luttez pour les autonomies", "sacrifions-nous tous pour sauver le pays") et si nous ne faisons pas confiance à ses agents dans le milieu ouvrier (syndicats, PSOE, PCE, gauchistes). Notre seule arme, c'est la lutte autonome de classe, qui consiste à :

1. Défendre nos revendications sans Jamais succomber aux charmes du "pacte social", "la lutte pour les autonomies" régionales" ;
2. Utiliser l'arme de la GREVE, les piquets, les manifestations de masse sans tomber dans les ornières des "journées de lutte", des "manifestations-défilés", des délégations aux parlementaires...
3. Unité des ouvriers chômeurs et non-chômeurs ;
4. Chercher toujours la GENERALISATION DE LA LUTTE, l'UNITE et la SOLIDARITE de tous les ouvriers ;
5. Nous organiser indépendamment au travers des ASSEMBLEES et des DELEGUES.

oOo

Camarades,

Le capitalisme en crise a une seule "solution" à nous offrir : le CHOMAGE, la MISERE et la GUERRE.

C'est en luttant aujourd'hui, en résistant aux attaques du capital (licenciements, chômage, limitation des salaires, répression...), en s'affrontant par conséquent à l'Etat bourgeois, que nous gagnerons la force nécessaire pour la grande bataille contre l'exploitation capitaliste qui nous mène vers notre objectif véritable, vers la solution réelle à tous nos problèmes : la DESTRUCTION DU CAPITALISME ET L'EDIFICATION DU COMMUNISME..

Pour cela, nous devons suivre le chemin qu'a vécu notre classe dans le monde entier : la révolution russe de 1917, mai 1968, Pologne 1970, Italie 1969, Vitoria, et, aujourd'hui même, les grèves du Pérou et du Chili.

TOUS UNIS CONTRE LES LICENCIEMENTS ! CONTRE LES LICENCIEMENTS, CONTRE LE CHOMAGE, CONTRE LES LIMITATIONS DE SALAIRE, UNION ET LUTTE DE TOUS LES OUVRIERS !

Accion Proletaria
Septembre 1978

Iran — LE RESSURGISSEMENT DE LA CLASSE OUVRIERE

• Ce qui ouvre actuellement une perspective pour le mouvement des masses exploitées en Iran, ce n'est pas, comme voudrait le faire croire la presse bourgeoise, la lutte pour l'instauration d'une impossible "démocratie" bourgeoise, ni les "journées de deuil" orchestrées par "l'opposition" de son impériale majesté. Sur ce terrain où l'objectif demeure celui de remplacer le gouvernement du shah par celui de quelques uns de ses ministres, les exploités ont déjà payé leur désorientation et leur confiance dans les sorciers ayatollah et autres politiciens "libéraux" au prix de milliers de morts.

Ce qui ouvre une perspective, ce sont les grèves ouvrières qui se sont développées depuis le début du mois d'octobre à travers tous les centres industriels du pays : dans les postes, le textile, la sidérurgie, la fonction publique, les grands centres pétroliers.

Le mouvement des quartiers affamés, des sans-travail et celui de la classe ouvrière ont le même ennemi, responsable de la misère : le capitalisme. Mais comment ces deux mouvements peuvent-ils se joindre?

La gauche et les gauchistes répondent en demandant aux ouvriers "d'élever leur lutte" du niveau de leurs revendications "particulières" à celui plus général et politique de la lutte pour la démocratie bourgeoise. En d'autres termes, ils demandent au prolétariat d'abandonner son terrain de classe pour -au nom de "l'unité du peuple"- se mettre avec les masses du sous-prolétariat derrière la direction des fractions soi-disant libérales de la bourgeoisie iranienne. Comme en Chine en 1927, comme en Espagne en 1936, "l'union du peuple" est utilisée pour demander à la seule force véritablement révolutionnaire d'abandonner son terrain de classe exploitée pour celui d'une des fractions de la classe exploiteuse. L'histoire a montré l'aboutissement d'une telle perspective : le massacre.

L'expérience a montré une et mille fois que l'union des exploités, l'union de la classe ouvrière avec le reste des exploités ne peut jamais se faire derrière des fractions de la classe exploiteuse. La seule union possible, la seule qui puisse avoir la force d'affronter l'ennemi commun, est celle qui se fonde, non sur la dissolution du prolétariat industriel dans la masse du "peuple" avec les bourgeois "libéraux", mais au contraire celle qui se cimente autour d'une classe ouvrière forte, consciente, autonome.

Ce n'est que si la lutte de la classe est forte, que si la classe se constitue en classe distincte, qu'elle pourra rallier sous son drapeau les masses que le capitalisme piétine sans relâche, de guerre en guerre, de déportation en déportation, de famine en famine.

De par sa position au centre du capitalisme, la classe ouvrière est la seule classe qui ait la force d'ébranler le capitalisme et puisse incarner les intérêts de tous les exploités, et par son caractère de classe internationale, elle est la seule qui puisse s'unir pardelà les frontières contre le monstre capitaliste. De par sa situation, elle est la seule qui puisse parvenir à une connaissance réelle de l'ennemi à combattre, à une conscience réelle des buts à atteindre.

La force de la classe ouvrière contre toutes les fractions de la bourgeoisie est le seul espoir de tous les opprimés.

"NOUS COMBATTONS L'ABUS QUE LA DEMOCRATIE BOURGEOISE FAIT DU MOT PEUPLE. NOUS EXIGEONS QUE CE MOT NE SERVE PLUS A DISSIMULER L'INCOMPREHENSION DES ANTAGONISMES DE CLASSE AU SEIN DU PEUPLE. MAIS SI NOUS DECOMPOSONS LE "PEUPLE" EN CLASSES, CE N'EST PAS POUR QUE LA CLASSE D'AVANT-GARDE SE REPLIE SUR ELLE-MEME, S'ASSIGNE UN CADRE ETROIT, REDUISE SON ACTIVITE DE PEUR QUE LES MAITRES ECONOMIQUES DU MONDE NE SE DETOURNENT. C'EST POUR QUE LA CLASSE D'AVANT-GARDE, QUI N'AURA PLUS A SOUFFRIR DE L'INCONSISTANCE, DE L'INDECISION DES CLASSES INTERMEDIAIRES, PUISSE COMBATTRE AVEC D'AUTANT PLUS D'ENERGIE ET AVEC D'AUTANT PLUS D'ENTHOUSIASME POUR LA CAUSE DU PEUPLE ENTIER, A LA TETE DU PEUPLE ENTIER." (Lénine, 1905).

D.N.

Note : Pour ceux qui auraient compris dans notre dernier article sur l'Iran, l'utilisation du terme "lumpen prolétariat" dans le sens péjoratif que lui donnait Marx, c'est à dire pour désigner les bas-fonds, les "déclassés", les truands, nous tenons à préciser que telle n'était pas notre intention. Le terme de sous-prolétariat ou de sans-travail eut été plus exact pour désigner ces masses que le capitalisme en décadence laisse sans ressources, ayant détruit leur ancien mode de survivance sans pour autant être capable de les insérer dans la production capitaliste.

LIBAN : LE PRIX D'UN MARCHANDAGE

Si la bourgeoisie est prête à exterminer un peuple pour ses luttes intestines elle sera prête à anéantir l'humanité quand sa propre survie sera menacée.



(suite de la page I)

Ce Liban, appelé autrefois la Suisse du Moyen-Orient, au temps où la crise ne faisait que s'annoncer, où il échappait encore au déchaînement des tensions inter-impérialistes pourtant si proches, est maintenant transformé en charnier par les différentes fractions de la bourgeoisie nationale. L'appétit dévorant de tous les impérialismes qui s'entre-déchirent pour la moindre miette comme les vautours pour une charogne, ne pourra que s'aiguiser, stimulé qu'il est par la crise qui n'en finit pas de s'approfondir. Les intrigues, l'instabilité, la barbarie, les génocides caractérisent le mode de survie du capitalisme dans ces pays où l'enjeu n'est rien d'autre qu'un marchandage atroce entre impérialismes.

En effet, que comprendre à cet imbroglio, où les syriens armés par les russes, tuent avec le consentement américain devant un Begin muet, lui-même aux prises avec l'Egypte, pour se disputer la place de "leadership" des pays du bloc américain dans cette région du monde, sinon,comme le signale Raymond Eddé (postulant à la présidence de la République Libanaise), le fait que les Etats-Unis "offrent aujourd'hui les chrétiens libanais aux syriens, pour le prix de leur ralliement à la paix de Camp David"; fait que confirment les récentes déclarations de Mr. de Guiringaud (ministre français des affaires étrangères) :"ce sont les milices chrétiennes qui ont déclenché la dernière bagarre, la bataille de Beyrouth. Ce ne sont pas les Syriens, ce sont les milices de Mr. Chamoun". Le bloc occidental achète la Syrie en lui donnant en pâture ses anciens alliés d'hier, les chrétiens libanais, en échange d'une intégration plus nette dans le bloc américain. De son côté, le mini-impérialisme syrien fait monter les enchères en utilisant les populations libanaises comme otages pour rappeler sans cesse que l'autre bloc lui tend les bras.

En pleine boucherie, on a pu entendre s'élever des voix comme celle de Barre et de Mitterrand interrompant d'un commun accord les débats de l'assemblée nationale pour "s'indigner" des massacres au Liban. Autant de paroles pour justifier le massacre et dissimuler la réalité des manoeuvres impérialistes. Les uns mettent en avant l'alibi des droits de l'homme, donc de l'importance de permettre la coexistence de toutes les religions dans un même pays : grotesque justification! Qui peut-on abuser! Les autres, plus subtils, au nom des luttes de libération nationale, opposent les intérêts des palestiniens et des musulmans progressistes à ceux des chrétiens d'extrême-droite et des "phalangistes réactionnaires" comme le faif 'Lutte Ouvrière" par la plume d'Arlette Laguiller qui s'indigne sur le fait qu'il ne se soit pas manifesté "un même élan à l'égard de la population libanaise de gauche et des palestiniens quand ceux-ci se sont fait massacrer et désarmer il y a deux ans par la même armée syrienne". De son côté, la LCR attribuera faillite de la direction de l'OLP'au fait que "celle-ci a tenté de convaincre le mouvement palestinien qu'un mini-Etat palestinien offert par l'impérialisme saurait être une solution intermédiaire à la question palestinienne". Alors que la réalité libanaise montre on ne peut plus clairement que ce qui se passe au Liban est entièrement déterminé par les affrontements et les marchandages entre puissances impérialistes et leurs acolytes respectifs, on vient nous chanter qu'une "autre" politique de l'OLP aurait pu aboutir à une véritable "émancipation nationale". Quand des éléments commencent à éprouver des doutes sur ces "justes luttes", à comprendre qu'elles ne peuvent mener qu'à une impasse, les gauchistes sont là pour les ramener dans le giron du capital en proposant une politique plus "radicale" pour opposer au "mini-Etat palestinien" un "grand Etat palestinien" qui sera d'autant plus fort pour accomplir la fonction de tout Etat : protéger les intérêts des exploiteurs contre la lutte des classes exploitées.

Nous devons combattre tous ceux, tels les gauchistes, qui laissent entrevoir une solution sur le terrain national-donc du capital, et dénoncer inlassablement la mystification qui fait des mouvements de libération nationale autre chose qu'un simple moment des affrontements entre blocs impérialistes. Appuyer ces luttes nationales, c'est se faire les complices de ceux qui utilisent les masses comme chair à canon. Nous ne devons pas nous laisser abuser par les diverses fractions de la bourgeoisie qui, avec le cynisme dont cette classe est capable, se payent le luxe de dénoncer verbalement un génocide qu'elles ont préparé.

Il n'y a pas de salut pour les masses des pays sous développés hors de la lutte du prolétariat mondial. Tant que le prolétariat ne lutte pas, n'apparait pas en tant que classe, la bourgeoisie a tout le loisir de canaliser la révolte, issue de la misère, de ces larges couches paupérisées. Mais l'histoire a montré que, quand le prolétariat apparaît, la bourgeoisie est confrontée à son véritable ennemi et ne peut manoeuvrer comme elle l'entend, car il est pour elle un danger mortel. Aujourd'hui, la bourgeoisie a encore les mains relativement libres pour donner libre cours à ses propres rivalités internes, et si la classe ne surgit pas, le sort actuel des populations libanaises et celui qui attend les populations du monde entier. Parce que le prolétariat concentre en lui la seule perspective révolutionnaire, qu'il est la seule force capable de s'opposer au capital, il représente les intérêts de toutes les classes exploitées et doit de ce fait, aussi faible soit-il, montrer aux masses que leur mécontentement est utilisé pour les amener au massacre, qu'elles ne sont pour le moment que victimes, que les "solutions" que le capitalisme leur propose n'en sont pas. C'est dans ces conditions que les masses le suivront dans la voie révolutionnaire.

Les principales leçons que nous devons tirer des récents événements sanglants du Liban, c'est de comprendre :

-que les luttes nationales sont "un produit de rivalités impérialistes entre les classes capitalistes de différents pays pour la suprématie mondiale et pour le monopole de l'exploitation; que les intérêts nationaux ne sont qu'une mystification qui a pour but de mettre les masses populaires laborieuses au service de leur ennemi mortel: l'impérialisme" (Rosa Luxembourg).

-devant l'acharnement de la bourgeoisie à mettre en place une répression féroce, à raser une ville, à exterminer un peuple pour régler ses conflits internes, à quel monstre sanguinaire le prolétariat aura à faire face dans ses combats de classe. Il n'aura aucune illusion à avoir, aucune pitié à attendre. Si la bourgeoisie est prête à exterminer un peuple pour ses luttes intestines, elle sera prête à anéantir l'humanité quand sa propre survie sera menacée.

-qu'il n'y a pas de solution pour les masses populaires des pays sous développés hors de la lutte du prolétariat mondial. Sa victoire est conditionnée par son unité mondiale et sa conscience, et ensuite par sa capacité politique à entraîner les masses exploitées de toutes les nations du monde sur le chemin de la révolution. S.K.

CRISE POLITIQUE ET LUTTE DE CLASSE

(suite de la page 3)

à nous dévaliser. La loi anti-crise de Claes prévoit des attaques contre la sécurité sociale, la masse des chômeurs ne fait que s'accroître, les salaires sont bloqués, les impôts augmentent.

Les attaques du patronat, aidé pir les syndicats, augmenteront encore et deviendront encore plus rusées. De plus en plus on essaiera de nous mystifier par de fausses solutions. PC, LRT, et Amada font déjà de leur mieux pour nous faire lutter pour des nationalisations. Mais avons-nous quelque chose à y gagner ? Nationalisation ou non, les rationalisations continueront. Les exemples sont édifiants : licenciements massifs chez British Leyland, licenciements annoncés chez Berliet-Saviem (dépendant de la régie d'Etat Renault), 450 licenciements à l'entreprise d'Etat Giot-Allard à Charleroi, etc.. Nous savons que se sera un combat sans merci. Nous devons tirer les leçons des grèves passées et ne pas nous en laisser imposer. Si nous ne voulons pas faire grève jusqu'au découragement total, nous devons prendre nous nous-mêmes l'initiative, nommer nous-mêmes nos comités et les placer sous le contrôle des assemblées générales, garder en permanence le contact avec les grévistes et les travailleurs combatifs d'autres entreprises. Notre seule arme, c'est la solidarité.

Pas d'accords en petits comités, mais assemblées générales publiques.

Pas de corporatisme ou de nationalisme sans perspectives, mais lutte ouvrière internationale !

Travailleurs de tous les pays unissez-vous !

4 octobre 1978

DROITS DEMOCRATIQUES

(suite de la page 8)

les «droits démocratiques» à l'ère de la décadence

Que cette légalité soit le cadet des soucis de la bourgeoisie, quand elle se trouve confrontée au prolétariat, alors que sa propre domination économique est sapée à la base, la période qui a suivi la première guerre mondiale l'a amplement montré.

L'impérialisme comme phase ultime d'un système en décadence s'est traduit:

1. par la militarisation de la lutte sociale en vue de la préparation des guerres impérialistes, avec comme corollaire la prépondérance de l'exécutif sur la démocratie parlementaire, reléguée dans le musée des curiosités bourgeoises au rang d'attractions foraines à usage de mystifications.

2. par la fusion entre le capital et l'Etat. La tendance qui s'est affirmée avec toujours plus de force, c'est la tendance au parti unique, ou à la fusion des anciens partis bourgeois dans un même appareil étatique. Tendance concrétisée jusqu'à la caricature dans la majorité des nations capitalistes du tiers-monde aux prétendues démocraties populaires . Désormais, la bourgeoisie s'affirme comme un tout, à travers son Etat. La concentration des différentes fractions du capital (basées sur le profit, la rente foncière) a rendu vide de sens la distinction entre fractions agraires réactionnaires et fractions industrielles progressives, valables au siècle dernier.

3. par la fragilité d'un système où chaque bourgeoisie nationale est écartelée en différents intérêts opposés (agriculture, industrie), en différentes orientations économiques (protectionnisme,"l'ibéralisme"), en différents secteurs(capital privé et d'Etat), en options internationales divergentes (bloc américain, bloc russe). L'Etat capitaliste est le dernier rempart face à l'effondrement et au déchirement de plus en plus aigu de la société. Le libéralisme qui était au siecle dernier la forme politique de conciliation entre les intérêts divergents au sein de la classe dominante, s'est transformé en terreur de l'Etat, y compris sur les fractions de la bourgeoisie qui s'opposent à l'intérêt général du capital, sous sa forme étatique L'Etat a absorbé toutes les libertés bourgeoises traditionnelles (presse, pluripartisme, élections, etc.) en ne laissant plus qu'une seule "liberté", celle de l'arbitraire de l'Etat.

4. par le contrôle absolu et permanent du prolétariat, la "liberté syndicale" signifiant l'encadrement totalitaire à tout moment dans l'usine. Le prolétariat a été privé par la terreur ou par la puissance de récupération bourgeoises de la possibilité de s'affirmer et de résister dans des organismes permanents, dont l'existence menacerait immédiatement la vie du système par leur contenu révolutionnaire (conseils ouvriers). A l'ère de la décadence capitaliste, la liberté du prolétariat de s'organiser comme classe signifie l'anéantissement révolutionnaire du système. L'Etat totalitaire a absorbé la société civile, qu'il domine dans chacune de ses cellules sociales.

Il s'en suit que la tactique du prolétariat vis-à-vis de la démocratie bourgeoise a changé du tout au tout. Alors qu'au 19e siècle le prolétariat essayait de s'aménager des places fortes au sein de la société, des forteresses permanentes de résistance aux assauts du capital, la décadence l'a privé de ces lieux de résistance permanents, le mettant hors-la-loi, la bourgeoisie n'étant plus en mesure de faire des concessions durables :

"La bourgeoisie, comme classe dominante, était en mesure avant la guerre de faire des concessions. Le 19e siècle pris comme un tout peut être considéré comme une époque au cours de laquelle la bourgeoisie faisait des concessions à la classe ouvrière et à des couches spécifiques de celle-ci. C'était des concessions constamment inscrites au bilan de la bourgeoisie, pour autant que son pouvoir, sa domination n'étaient pas ébranlées... avec le début d'une nouvelle époque du capitalisme, dont le cadre est devenu trop étroit pour les forces productives, la bourgeoisie a été privée de la possibilité de faire encore des concessions. La guerre a aiguisé cette situation."
(Trotski, Discours au 4e congrès de l'Internationale communiste, 14-11-1922)

Le prolétariat ne peut avoir aujourd'hui, et quelle que soit la forme de la dictature bourgeoise ("démocratie occidentale", "démocratie populaire") qu'un seule but : non la "conquête " ou la "reconquête de la démocratie", mais l'anéantissement du système capitaliste.. Exiger les "libertés démocratiques" comme le font les "dissidents " intellectuels des pays de l'Est, voire "les droits de l'homme" dans le système capitaliste qui est la négation même de l'humain, n'est pas simplement utopique mais mystificateur en voilant la nature du régime capitaliste, fût-il en apparence le plus "démocratique". Les véritables libertés, celles de s'organiser, de penser, d'agir consciemment, le prolétariat ne pourra les conquérir que par la transformation révolutionnaire de la société, par l'élimination de la société de classes. La phase historique qui permettra au prolétariat de passer du "règne de la nécessité" au "règne de la liberté", c'est non la "démocratie pure" mais la dictature du prolétariat, la seule forme de démocratie qui, pour lui et l'ensemble des exploités, soit réelle et non formelle. C'est ce que nous verrons dans un prochain article.

Ch.

VIE DE L'ORGANISATION

REUNIONS PUBLIQUES

Les discussions politiques qui ont lieu dans le CCI, tentatives de clarifier les positions de la classe ouvrière, ne sont pas une fin en soi. Dans une période de ressurgissement de la lutte de classe au niveau mondial, c'est le devoir des révolutionnaires de généraliser la compréhension à laquelle ils sont parvenus à l'intérieur du mouvement ouvrier tout entier. C'est le but de nos publications, de nos tracts, c'est aussi le but de nos réunions publiques. C'est aussi en confrontant ses positions dans la discussion avec les éléments ou groupes qui y viennent que le CCI participe à la clarification dans le mouvement révolutionnaire.

REVOLUTION INTERNATIONALE, section du CCI en France, organise régulièrement des réunions publiques et des permanences à Paris et dans plusieurs villes de province : Aix-en-Provence, Bordeaux, Clermont-Ferrand, Dijon, Grenoble, Lille, Lyon, Marseille, Mulhouse, Montpellier, Nantes, Rouen, St Nazaire, Toulouse.

aix-en-provence
Permanence : 15 novembre, Café Le Leydet, Cours Mirabeau, de 18 h. à 20 h.

bordeaux
Réunion publique : 25 novembre, à 17 h., Café Victor Hugo, Cours Victor Hugo, sur le thème : "CHOMAGE ET LUTTE DE CLASSE".

clermont-ferrand
Réunion publique : 24 novembre, à 20 h, au Café "le roi du pinard" (1er étage), Place des Salins, sur le thème : "CHOMAGE ET LUTTES DE CLASSE".
Permanences : tous les 1er et 3ème samedis de chaque mois, de 14 h à 16 h. (même adresse).

dijon
Réunion publique : 18 novembre, 16 h., MJC Maladière, rue Balzac, sur le thème : "LUTTE DES TRAVAILLEURS IMMIGRES ET UNITE DE LA CLASSE OUVRIERE".
Permanences : 3ème mercredi du mois, de 18 h à 19 h. au Pavillon St Bernard, Campus Montmuzard (Bd Gabriel).

lille
Réunion publique : 16 décembre, à 15 h 30, sur le thème : "LES SYNDICATS CONTRE LES LUTTES OUVRIERES". (lieu indiqué dans le prochain numéro).

lyon
Permanences : les mercredis 22 novembre et 20 décembre, de 18 h à 19 h, au 3, rue Diderot, Lyon 1er.

marseille
Réunion publique : 17 novembre, à 21 h, au 30, rue Ste Victoire, salle Lacordaire, sur le thème : "LES PERSPECTIVES DE LA RENTREE SOCIALE EN FRANCE"
Permanences : les 10 et 24 novembre, de 18 h. à 20 h, même endroit.

nantes
Réunion publique : 18 novembre, 17 h., 3, rue Amiral Duchaffault, sur le thème "LA DEFENSE DE L'ECONOMIE NATIONALE CONTRE LA RESISTANCE OUVRIERE !"

paris
Réunion publique : 4 novembre, 17 h., 27, avenue de Choisy (1er étage, salle verte), paris 13ème, sur le thème : "LES SYNDICATS CONTRE LES LUTTES OUVRIERES".
Permanences : tous les samedis à 16 h. au même endroit.

rouen
Permanences : 17 novembre, 20 h. 30, à la Halle-aux-Toiles.

saint-nazaire
Réunion publique : 25 novembre, 17 h., au Foyer du Travailleur, sur le thème: "LA DEFENSE DE L'ECONOMIE NATIONALE CONTRE LA RESISTANCE OUVRIERE !"

toulouse
Réunion publique : 24 novembre, 21 h., 48, rue de la République, sur le thème: "LA STRATEGIE DES SYNDICATS CONTRE LA REPRISE DES LUTTES".

tours
Réunion publique : 3 décembre, sur le thème : "LA NATURE CONTRE-REVOLUTIONNAIRE DE LA GAUCHE ET DES GAUCHISTES" (lieu et heure non encore précisés).

REVOLUTION INTERNATIONALE
B.P. 219
75827 PARIS CEDEX 17

Abonnements couplés
12 numéros du journal et 4 numéros de la Revue Internationale

France	Etranger	Par avion
50 F	70 F	90 F

Abonnements simples
12 numéros de R.I. seulement

France	Etranger	Par avion
30 F	40 F	50 F

Abonnements et versements à :
C. Giné, CCP La Source 34 195 33

Directeur de la publication : C.Giné
N° de Commission Paritaire : 54 267

Diffusé par les N.M.P.P.8

Imprimerie G.Tautin, 4, passage Dieu Paris 20ème.

LISEZ

internationalisme N° 25

- Pétrole : les syndicats raffinent l'encadrement
- Pérou : l'extrême-gauche s'efforce de remplir son rôle anti-ouvrier
- Camp David : la paix, c'est la guerre
- Quaregnon : le piège autogestionnaire
- Nicaragua : un régime aux abois
- Espagne 36 : le mythe des collectivités anarchistes
- Portugal : les accrocs de la démocratie
- Les tribulations d'Amada en Chine
- Formation accélérée pour bourreaux d'ouvriers
- Syndicats rouges : une impasse pour le prolétariat.

souscription permanente

PUBLICATIONS DU CCI

accion proletaria
Ecrire à l'adresse comme suit (sans autre mention)
APARTADO DE CORREOS 19-18
Valencia (Espagne)

internationalism
PO Box 961
Manhattan Station
365, West 125 St.
New York, N.Y.10027 (USA)

PO Box 328
Station "D"
Toronto, Ontario (Canada)

internationalisme
BP 13
Bruxelles 31
1060 Bruxelles

internacionalismo
Apartado postal 20674
San Martin
Caracas 102
(Vénézuéla)

rivoluzione internazionale
CP 469
80100 Napoli (Italie)

wereldrevolutie
I.K.S.
Postbus 452
Nijmegen

world revolution
Ecrire à l'adresse comme suit :
BM Box 869
London WC IV 6 XX

Adresse en Allemagne :
IKS C/o ABC Buchladen
Goethestrasse 77
3500 KASSEL

La REVUE INTERNATIONALE est l'orga en trois langues (anglais, espagno français) du CCI.
Elle exprime l'unité des revues d'i tervention des sections territoria de notre Courant.
Elle se fixe les tâches suivantes :
- la publication de prises de posit et d'analyses de notre Courant sur problèmes les plus importants de la s tuation internationale ;
- la republication de textes du mouv ment ouvrier peu connus et diffusés cours de la période de plus grand i lement des révolutionnaires ;
- la publication de correspondances de polémiques avec des groupes et co rants proches ou dont les positi présentent un intérêt.
Complément indispensable des publi tions spécifiques à chaque pays, ee apporte l'approfondissement théori nécessaire à la clarification des po tions révolutionnaires.

revue internationale N° 15

- Cours historique
- Résolution sur terrorisme, terreur et violence de classe
- Le mythe des collectivités anarchi tes
- Allemagne de l'Est : l'insurrectio de 1953
- Sur la question nationale : répons Solidarity

Luttes des travailleurs immigrés et Unité de la classe ouvrière

La réunion publique à Paris sur le thème "Luttes des travailleurs immigrés et unité de la classe ouvrière", nous a permis d'affirmer notre analyse sur la question. Dans le débat qui s'est ouvert, nous avons dénoncé la théorie de l'"aristocratie ouvrière". Mais les questions ont surtout tourné autour de la mystification des "droits démocratiques" pour les travailleurs immigrés, position soutenue, entre autres assistants, par des membres du Parti Communiste International présents à la réunion.

A ceux qui comme le PCI luttent pour les droits de vote et les droits syndicaux pour les travailleurs immigrés, nous avons répondu que :

-Les seuls droits que les travailleurs ont dans le capitalisme sont les droits à l'exploitation et à la misère.

-Les "droits" que la bourgeoisie veut bien accorder au prolétariat ne sont que des illusions supplémentaires qui l'enchaînent à ce système et que, par exemple, les travailleurs noirs qui ont obtenu un statut juridique égal à celui des autres travailleurs continuent dans les faits à subit une discrimination et des conditions de vie que nulle "juridiction" ne peut alléger.

-Qu'en cas d'affrontement avec le prolétariat, la bourgeoisie substitue sans scrupules la force au "droit", ce droit qui ne fait qu'entériner son système de terreur.

-que les travailleurs immigrés n'attendent pas qu'on leur donne le droit de faire grève pour résister aux attaques du capital. Dans les faits, ils renversent la légalité bourgeoise.

-que réclamer le droit de vote et le droit syndical pour les travailleurs immigrés, c'est réclamer l'encadrement d'une des parties les plus combatives actuellement de la classe ouvrière.

-que l'unité des travailleurs immigrés avec les travailleurs autochtones ne peut pas se faire sur le terrain du "droit" car cette "unité" mènerait à la défaite, mais sur le terrain de la lutte de classe, celle-ci englobant la défense des conditions de vie en général.

A l'heure où la bourgeoisie attaque l'ensemble de la classe ouvrière, en lui retirant même le "droit" au travail, cette unité ne peut se faire que contre l'encadrement syndical et électoral, elle ne peut se réaliser qu'à travers le renversement de la légalité bourgeoise. En ce sens, les travailleurs immigrés par leur combativité et leur détermination indiquent le chemin que l'ensemble de la classe ouvrière devra parcourir pour oeuvrer à son émancipation.

UN FACTEUR EST MORT : POURQUOI ?

Début octobre 78, le facteur Albert est tué pour avoir défendu la sacoche de la poste, alors qu'il faisait sa tournée dans le 19ème arrondissement.

A la suite de cela, les syndicats ont appelé à une journée de grève -pour les facteurs- et à observer une minute de silence -ou autres "actions"- dans les centres de tris. Que demandaient-ils? Un renforcement des forces de police pour que "la sécurité des facteurs soit assurée".

Voilà la position que nous avons défendue face à ce mot d'ordre syndical : Sous prétexte que la police assure la sécurité du citoyen", la CGT/PC vient nous demander rien de moins que de lutter pour demander plus de flics. Autrement dit, demander le bâton pour nous faire battre! Car, qu'est-ce que ça veut dire, demander un "renforcement des forces de police"? Tout le monde sait que la police (les "forces de l'ordre") sont là, justement, pour "maintenir l'ordre". Qu'est-ce que "l'ordre"? C'est T ordre de la bourgeoisie, c'est la préservation de la société capitaliste telle que nous la connaissons : c'est l'exploitation, 1'"austérité", le chômage, la misère. C'est cet "ordre" qui engendre la misère qui à son tour engendre la délinquance, le vol et le crime comme moyens de survie. C'est cet ordre que les flics défendent pas seulement contre les "malfaiteurs" mais aussi -et surtout- contre toute lutte qui "ose" remettre en question son système. Le reste ne sert qu'à cacher leur vraie fonction : la répression de toutes les luttes qui menacent la bonne marche du système ; la répression des ouvriers dès qu'ils refusent de se plier aux impératifs de la pro-

Ceux qui ont tué le facteur Albert, ce n'est pas seulement celui qui lui a donné le coup de couteau ; ce sont tous ceux qui lui ont seriné à longueur de tract syndical, qu'il travaillait dans un service public et que, donc, il devait défendre ce service à tout prix, que ses intérêts étaient les mêmes que ceux de l'Etat qui l'exploite et continue à nous exploiter. Il y a cru. Il a défendu sa sacoche. Il est mort.

La seule attitude à avoir face à ce type d'agression est d'annoncer à l'avance qu' on se trouve obligé d'abandonner sa sacoche sans résistance. Les ouvriers ne sont pas responsables de cette misère qui engendre la délinquance. C'est contre elle qu'ils luttent quand ils luttent pour la défense de leurs intérêts.

Que peut-on dire sur 1'"efficacité" d'une grève demandant à l'administration de prendre des mesures pour assurer la sécurité des postiers et qui aboutit à ce que 1'Etat annonce que pendant une semaine un quadrillage du 19ème arrondissement sera fait?

-Lorsque les flics partiront, les agressions reprendront, parce que c'est la misère qui les engendre.

-Nous n'aurons rien gagné... sauf que l'Etat pourra, avec notre consentement, de fait, développer son appareil de répression anti-ouvrier.

Aujourd'hui, avec la situation de crise qui existe, et le mécontentement qu'elle entraîne, le gouvernement s'apprête à renforcer son appareil répressif. Pas un ouvrier ne peut demander à l'Etat qui l'exploite de renforcer les forces qui défendent cette exploitation.

C'est contre la société bourgeoise, contre son austérité et son chômage qu'il faut lutter. C'est là qu'est notre terrain de lutte en tant qu'ouvriers.

Brochure :

COURANT COMMUNISTE INTERNATIONAL
brochure n°2
NATION OU CLASSE ?

CE QUE CACHENT LES DROITS DE L'HOMME ET LES LIBERTES DEMOCRATIQUES

Jamais, en cette époque de guerres, de massacres, de terreur quotidienne de la bourgeoisie, on n'a autant parlé de "droits de l'homme", de "défense des libertés fondamentales", de "démocratie". Une telle logorrhée dans l'utilisation du mot "démocratie", "droits de l'homme", n'est pas fortuite, l'enflure de la phrase suppléant au vide du contenu. Ve réalité au 19ème siècle, Va démocratie bourgeoise est devenue vide de sens mais lourde de mystifications, dans un monde que le capitalisme terrorise quotidiennement

A l'heure où la bourgeoisie se gargarise sans pudeur avec le mot "démocratie", qu'elle accole à "liberté", il s'agit de voir pour le prolétariat quelles sont les racines de la. démocratie bourgeoise ; quel est le sens aujourd'hui des "droits démocratiques" demandés par les "dissidents" des pays de l'Est; d'opposer enfin à cette "démocratie", la dictature du prolétariat, la vraie liberté, celle de la majorité opprimée sur l'infime minorité exploiteuse.

mensonge du droit et réalité de l'exploitation capitaliste

• Depuis que le capitalisme a définitivement triomphé au 19ème siècle, ses porte-paroles et idéologues patentés se sont toujours efforcés de le présenter comme le porteur des aspirations de l'humanité, comme le sommet de la "civilisation". Les diverses constitutions qui sont nées de la révolution bourgeoise ont été le produit de cette justification par le droit d'une domination s'érigeant par lq fer et par le feu, non seulement sur les ruines de l'ancien système féodal, mais sur le corps des exploités supposant au pouvoir de la nouvelle classe exploiteuse. Dernière classe exploiteuse surgie de la société divisée en classes, la bourgeoisie s'est toujours efforcée de dissimuler la nature de son exploitation et de son oppression des masses laborieuses dans la sphère du droit. La "déclaration des droits de l'homme et du citoyen" de 1789 est le monument érigé autant à ses illusions dans les "lumières" qu'elle croyait donner au monde qu'à sa bonne conscience de minorité exploiteuse, mettant deux ans plus tard hors-la-loi les ouvriers en grève qu'elle privait de ce "droit" (loi de 1791).

Face au socialisme petit-bourgeois, croyant dans les vertus du "progrès" et de la "démocratisation" des libertés bourgeoises étendues aux couches exploitées de la société, le communisme s'est toujours dressé dès ses origines contre le mensonge d'un "droit égal" (liberté, égalité, fraternité) pour tous, montrant que les "droits" proclamés par la bourgeoisie éternels "ne sont rien d'autre que les droits du membre de la société bourgeoise, c'est-à-dire de l'homme égoïste, de l'homme séparé de l'homme et de la communauté" (Marx, "la question juive", 1843). En instaurant par le principe de la propriété, l'atomisation de la société en cellules concurrentes, en décrétant la guerre de tous contre tous, le capitalisme ne pouvant définir ses propres "libertés démocratiques" dans la sphère politique (libéralisme) et économique (libre-échangisme) que négativement : "La liberté consiste à pouvoir faire tout ce qui ne nuit pas à autrui" (Déclaration des Droits de l'Homme"). C'est cette pseudo-liberté, celle d'une minorité exploiteuse et non de la communauté humaine, que Marx devait définir comme "la démocratie de la non-liberté, l'aliénation achevée" ("Critique de l'Etat hégélien", 1842). Le prolétariat, dernière classe exploitée de l'histoire, est l'incarnation de l'homme déshumanisé, transformé en marchandise. Sa "liberté" nouvelle, par rapport aux anciennes classes exploitées (esclaves, serfs), c'est de vendre -sous la contrainte économique- sa force de travail qu'il aliène au capital. Sous les "droits de l'homme" se cachent en fait la déshumanisation de l'homme transformé en marchandise, en simple force de travail exploitable à merci.

Si les droits de l'homme, si chers au aujourd'hui à M. Carter et Amnesty International, ont parrainé la révolution bourgeoise, ils sont vite passés du domaine de la "raison pure" chère au monde bourgeois à celui du pur mensonge : les "droits de l'homme", ce furent les babouvistes tombant sous le couperet de la vraie raison bourgeoise : la guillotine ; ce sont les ouvriers anglais pendus dans les années 1830 pour bris de machines ; ce sont les milliers d'ouvriers parisiens massacrés en juin 1848 par les républicains démocrates ; ce sont les charniers de la Commune ouvrant la voie à la république bourgeoise française la plus "démocratique". Tout au long de son histoire, le capitalisme a montré la vérité de ses principes humanistes dans le sang des prolétaires broyés par ses machines, affamés, fusillés, traqués comme des bêtes par la meute déchaînée des agents de l'ordre bourgeois.

Si, dans les "Statuts de l'AIT", il est affirmé, dans le préambule, que l'"émancipation de la classe ouvrière n'est pas une lutte pour des privilèges et des monopoles de classe, mais pour l'établissement de droits et de devoirs égaux, et pour l'abolition de tout régime de classe", il faut entendre ces "droits et devoirs égaux"non comme ceux de l'individu abstrait bourgeois, mais ceux de l'homme concret s'affirmant dans la société sans classes ; le communisme, véritable porteur des intérêts de l'humanité, abolit le règne bourgeois du "droit" inégal et fait surgir celui de la liberté humaine où chaque membre de la communauté n'est pl.us "libre et égal devant la loi" mais responsable vis-à-vis de tous. Face à tous les courants petits-bourgeois proudhoniens et trade-unionistes prédominant dans l'Internationale, prisonniers du langage et des illusions bourgeoises des "droits - et des devoirs de l'humanité", le marxisme affirmait avec force qu'il ne pouvait y avoir de principes abstraits de "liberté, égalité, devoir", et que leur réalisation ne se rattachait pas à l'application de la constitution bourgeoise, mais à l'abolition du régime de classe à la base de celle-ci.

"la conquête de la démocratie' au 19ème siècle

Comment expliquer cependant le combat mené par le mouvement ouvrier du siècle dernier pour la "démocratie" ? Marx lui-même n'accepta-t-il pas en 1847 la vice-présidence de l'"Association démocratique" à Bruxelles ? N'appela-t-il pas la "Nouvelle gazette rhénane" en 1848, l'organe de la démocratie" ?

Derrière toutes ces formulations, il n'y a pas, en fait, d'ambiguités sur l'essence de la démocratie, comme forme de la démocratie bourgeoise. Cette "démocratie" avec ses libertés pour la classe dominante, le marxisme la rejette. Lorsque le "Manifeste" parle de "conquête de la démocratie" cela doit s'entendre comme le combat du prolétariat sur la voie de son émancipation. Cette émancipation, à l'époque où le capitalisme est encore ascendant, au point que les conditions objectives pour la révolution prolétarienne sont encore immatures, passe par la conquête non de "libertés en soi" -derrière lesquelles se cache l'hypocrite liberté de la bourgeoisie de commercer et d'asservir les classes laborieuses- mais des libertés du prolétariat pour s'organiserface au capital.. C'est pourquoi le prolétariat se battit dès l'origine pour la liberté de se coaliser en partis politiques et en syndicats; pour la liberté d'avoir sa propre presse ses propres coopératives pour le suffrage universel afin de faire entendre sa voix au parlement bourgeois; pour la diminution du temps de travail comme condition à l'obtention d'un temps libre pour sa propre existence comme classe. Autant de libertés que le prolétariat exigeait contre la "liberté" de propriété bourgeoise.

Ce n'est pas sur le terrain du droit que le prolétariat livra bataille pour résister et concentrer toutes ses forces face à la machine impitoyable du capitalisme, mais sur son terrain à lui : celui de la lutte de classe. Ce n'est pas en s'aplatissant devant la bourgeoisie, en lui demandant humblement par des pétitions qu'elle cède, comme le soutinrent les éléments modérés du chartisme et les théoriserent les courants proudhonien et lassalien, mais par la force que le prolétariat put s'organiser, éditer sa presse, tenir ses propres meetings. Le flot montant des grèves ouvrières dans les années 1860-70, la bourgeoisie ne put le contenir, son appareil juridique en reconnaissant dans la plupart des pays capitalistes le "droit de grève", "le droit d'association" ne faisait qu'entériner une situation de fait. En dépit de ses lois d'exception, comme celle du gouvernement bismarckien en 1878 contre la social-démocratie allemande, la bourgeoisie ne put empêcher la fondation des partis socialistes; elle dut en valider l'existence dans les pays où le prolétariat était suffisamment développé pour l'imposer.

La bourgeoisie industrielle, fraction la plus avancée du capitalisme, avait d'ailleurs l'illusion qu'elle pourrait utiliser le prolétariat soit contre la bourgeoisie agraire, soit contre la réactionnaire caste nobiliaire. Le suffrage universel qu'elle généralisa, souvent avec réticence, lui permettait d'avoir une base de masse dans les classes petites-bourgeoises, en vue de mieux asseoir et assurer sa domination de l'Etat en y éliminant les derniers vestiges d'archaisme féodal. L'alliance électorale de fait entre le parti libéral anglais et les trade-unions allait dans ce sens aussi et menaçait l'indépendance de classe du prolétariat. Ce fut la tâche du socialisme de fonder des partis ouvriers qui maintinrent pendant longtemps une rigoureuse indépendance de classe face aux partis bourgeois. La gangrène s'instaura quand les courants réformistes entraînèrent ces partis dans la voie des compromissions et des alliances avec la bourgeoisie "démocratique", au nom de la défense de la "démocratie pure". Les trotskystes n'ont rien inventé...

Ces "libertés" que le prolétariat obtint par un rapport de forces favorable et surtout parce aue la bourgeoisie ne voyait pas pointer à l'horizon .le spectre de la révolution, le marxisme en a toujours montré le caractère formel et non réel sous le capitalisme. La "démocratie", c'est la participation de la bourgeoisie au gouvernement de son Etat, l'exploitation de la majorité par la minorité. Cette minorité dispose des moyens matériels (police, armée, presse, de maintenir sa propre domination. Le marxisme a lutté de toutes ses forces au siècle dernier contre les courants réformistes qui sacralisaient la"démocratie" et en faisaient le but final du prolétariat par la conquête de l'Etat, quand le but véritable est la destruction de l'Etat et donc de la démocratie comme expression de la société divisée en classes. Le marxisme a enfin montré le vrai sens de cette "démocratie" pour la classe dominante :

"Prenez les lois fondamentales des Etats contemporains, prenez leur administration, prenez la liberté de réunion de presse, prenez "l'égalité des citoyens devant la loi", et vous verrez à chaque pas l'hypocrisie de la démocratie bourgeoise bien connue de tout ouvrier honnête et conscient. Il n'est point d'Etat, même le plus démocratique qui n'ait dans sa constitution des biais aux restrictions permettant à la bourgeoisie de lancer la troupe contre les ouvriers, de proclamer la loi martiale, etc." (Lénine, "Le renégat Kautsky").

(suite page 6)

REVOLUTION INTERNATIONALE est la section du COURANT COMMUNISTE INTERNATIONAL en France.

Le C.C.I. se réclame des apports successifs de la Ligue des Communistes, des Ière, IIème et IIIème Internationales, des fractions de gauche qui se sont dégagées de cette dernière, en particulier des Gauches allemande, hollandaise et italienne.

Leçons fondamentales de la lutte historique de la classe ouvrière, les positions principales de ce courant sont les suivantes :

● *Depuis la première guerre mondiale, le capitalisme est un système social décadent qui n'a rien d'autre à offrir à la classe ouvrière et à l'humanité dans son ensemble que des cycles de crises, guerres et reconstructions. Son déclin historique irréversible pose à l'humanité une seule alternative : socialisme ou barbarie.*

● *La classe ouvrière est la seule classe capable de mener à bien la révolution communiste contre le capitalisme.*

● *La lutte révolutionnaire du prolétariat conduit la classe ouvrière à une confrontation avec l'Etat capitaliste. En détruisant l'Etat capitaliste, elle devra constituer la dictature du prolétariat à l'échelle mondiale.*

● *La forme que prendra cette dictature est le pouvoir international des Conseils Ouvriers.*

● *Le socialisme, mode de production sociale instauré par les Conseils Ouvriers ne signifie pas "l'autogestion ouvrière", ni les "nationalisations". Le socialisme exige l'abolition consciente par la classe ouvrière des rapports sociaux capitalistes tels que le travail salarié, la production de marchandises, les frontières nationales et exige la construction d'une communauté humaine mondiale.*

● *Les soi-disant "pays socialistes" (Russie, bloc de l'Est, Chine, Cuba, etc.) sont une expression particulière de la tendance universelle au capitalisme d'Etat, lui-même expression du déclin du capitalisme. Il n'y a pas de "pays socialistes" dans le monde ; ces pays ne sont que des bastions capitalistes que le prolétariat mondial devra détruire, tout comme n'importe quel autre Etat capitaliste.*

● *A notre époque, les syndicats sont partout des organes de l'ordre capitaliste au sein du prolétariat.*

● *Tous les soi-disants "partis ouvriers" -partis "communistes" et "socialistes", ainsi que leurs appendices gauchistes-sont la gauche de l'appareil politique du capitalisme.*

Dans le capitalisme décadent, le parlement et les élections ne sont rien d'autre qu'une source de mystification capitaliste: toute participation au cirque parlementaire a pour seul effet de renforcer cette mystification aux yeux des prolétaires.

● *Aujourd'hui, toutes les fractions de la bourgeoisie sont également réactionnaires. Toutes les tactiques qui appellent aux"fronts populaires","fronts anti-fascistes" ou "fronts unis" entre le prolétariat et une fraction de la bourgeoisie ne servent qu'à détourner la lutte du prolétariat et à la désarmer face à son ennemi de classe.*

Les "luttes de libération nationale" sont des moments de la lutte à mort entre les puissances impérialistes petites ou grandes pour acquérir un contrôle sur le marché mondial. Le slogan de soutien aux peuples en lutte" n'est, en fait, qu'un appel à défendre une puissance impérialiste contre une autre, sous un verbiage nationaliste ou "socialiste".

● *Le rôle de l'organisation des révolutionnaires n'est pas d'"organiser la classe ouvrière", ni de "prendre le pouvoir au nom des travailleurs", mais de participer activement à la généralisation des luttes prolétariennes et de la conscience révolutionnaire au sein du prolétariat.*

NOTRE ACTIVITE

L'indispensable élaboration théorique qu'exige la reprise de la lutte prolétarienne après 50 ans de creux quasi-ininterrompu.

L'intervention organisée, au niveau international, au sein des luttes en vue de contribuer au processus qui mène à l'auto-organisation et à l'action révolutionnaire de la classe ouvrière.